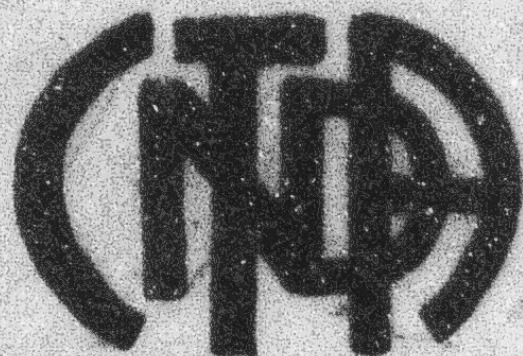




MICROFICHE N°

05878

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 1

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CND

RAPPORT D'ACTIVITE 1983

RAPPORT D'ACTIVITE
1983

- TABLE DES MATIERES -

		PAGES
	INTRODUCTION	I et II
1	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DES ANALYSES ECONOMIQUES	1- 11
2	DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES ET DE LEGISLATION	12- 20
3	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION	21- 27
4	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	28- 37
5	DIRECTION DE L'INSPECTION	38
6	SOU-S-DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT	39- 45
7	SOU-S DIRECTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	46 -55
8	DIRECTION DE LA PRODUCTION VEGETALE	56- 68
9	DIRECTION DE LA PRODUCTION ANIMALE	69 -78
10	DIRECTION DE L'ASSISTANCE AUX PETITS ET MOYENS EXPLOITANTS	79- 84
11	DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU	85 -92
12	DIRECTION DES SOLS	93- 99
13	DIRECTION DES ETUDES ET DES GRANDS TRAVAUX HYDRAULIQUES	100 -103
14	DIRECTION DU GENIE RURAL	104 -110
15	DIRECTION DES FORETS	111- 113
16	COMMISSARIAT GENERAL A LA PECHE	114- 118
17	AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES.	120 -1, 2

INTRODUCTION

I

INTRODUCTION

L'année 1983 peut être considérée à juste titre, comme une année décisive pour la réalisation des objectifs du VI IEME PLAN dans le domaine agricole.

En effet, cette année a été marquée par un certain nombre d'actions et de mesures permettant la concrétisation du rôle prioritaire reconnu au secteur agricole. Ces actions et mesures ont porté :

1°) Sur la consolidation de l'infrastructure agricole et de pêche (hydraulique, conservation des sols, reboisement, Ports de pêche, équipement et ...). Les investissements prévus au titre de ces actions ont été réalisés dans des conditions généralement satisfaisantes.

2°) Sur le renforcement du potentiel de production agricole et de pêche grâce au développement de la recherche, de la vulgarisation, de l'encadrement et de l'encouragement sous différentes formes et notamment par le crédit agricole.

A cet égard, il convient de souligner que l'année 1983, a été marquée notamment par la mise en œuvre du Code des Investissements Agricoles qui fera de l'agriculteur un véritable promoteur à l'instar des autres promoteurs dans les domaines industriels, touristiques et immobiliers.

Les actions d'accompagnement ci-après à ce code d'investissement méritent d'être signalées :

. La création et l'organisation de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (A.P.I.A.).

. L'amélioration de certaines conditions d'octroi de crédits (réduction du taux d'auto-financement et du taux d'intérêt, etc...).

. Institution du Fonds National de Garantie.

. Organisation du Fonds de Coopération et de Mutualité.

3°) Sur la consolidation des structures d'appui à la production agricole, grâce à un effort soutenu d'encadrement et d'organisation de ces structures (Offices de Mise en Valeur des Périmètres Irrigués, assainissement des structures agraires, promulgation des statuts type de coopératives de service et préparation d'un projet de loi relatif aux statuts des Unités Coopératives de Production Agricole).

Le Présent rapport donne d'une manière synthétique un aperçu sur les diverses activités du Ministère de l'Agriculture durant l'année 1983 qui s'inscrivent dans le cadre des choix fondamentaux de l'agriculture comme secteur prioritaire dans l'effort national de développement.

**DIRECTION DE LA PLANIFICATION
DES STATISTIQUES ET DES ANALYSES ECONOMIQUES**

DIRECTION DE LA PLANIFICATION

DES STATISTIQUES ET DES ANALYSES ECONOMIQUES

LA SOUS-DIRECTION DE LA PLANIFICATION

I- LES ACTIVITES DE L'ANNEE 1983 :

I- Le Budget Economique

Comme à la fin de chaque année, la Sous-Direction de la Planification a élaboré le Budget Economique du secteur de l'Agriculture et de la Pêche pour l'année 1984.

Le travail de préparation a commencé depuis le début de la campagne 1982 - 1983 par le suivi de l'évolution de chaque sous-secteur et s'est terminé par un travail intensif au cours du mois de Septembre 1983 par la récapitulation et la rédaction. La version de Décembre 1983 est plus complète et comporte les volets production, investissement et politique.

De ce Budget Economique 1984, il ressort principalement ce qui suit :

Suite au démarrage difficile qu'a connu le VI^e Plan durant sa première année, l'année 1983 a subi des répercussions défavorables se traduisant par des niveaux de réalisation peu proches des prévisions actualisées par le Budget Economique 1983.

Sur le plan global la valeur de la production du secteur de l'agriculture et de la pêche aux prix constants de 1980 a enregistré pratiquement le même niveau qu'en 1982, soit 600 MD. Ce niveau de production qui est jugé peu satisfaisant s'avère tout de même légèrement supérieur au niveau de production moyen annuel réalisé durant la période du V^e Plan (590 MD). La valeur ajoutée a accusé un taux de croissance de 0,52 %.

Cette situation plutôt stagnante de la production agricole provient de la baisse observée en particulier au niveau de la production des céréales (-28%) ainsi que les sous-secteurs des huiles, des agrumes et des volailles. Les aléas climatiques (mauvaise répartition des journées de pluie, sécheresse, chaleurs excessives...) constituent la principale cause de cette baisse. Par ailleurs les niveaux de production plus ou moins élevés et réalisés au niveau des autres sous-secteurs de production n'ont pas pu compenser la diminution du niveau de production des spéculations ayant accusé des baisses.

Les répercussions des réalisations des années 1982 et 1983 et des prévisions actualisées pour 1984 sur les objectifs du VI^e Plan sont une croissance annuelle moyenne de 3% pour la production et 2% pour la valeur

ajoutées et ce dans l'hypothèse du maintien des prévisions initiales du VIème Plan pour les années 1985 et 1986.

Pour l'année 1984, le taux de croissance prévisible de la valeur de la production aux prix constants de 1980 se situe au niveau de 10,2 % par rapport à 1983, ce qui correspond à un taux de 9 % pour la valeur ajoutée. Cette augmentation de la production ne représente que 2 % par rapport à 1981 et son niveau reste en deçà des prévisions du VIème Plan.

Afin que le secteur agricole puisse réaliser un taux de croissance de 10,8 % en 1984, les contributions des différents sous-secteurs seraient ainsi :

- La céréaliculture croîtra au taux de 8,8 % par rapport à 1983 grâce à un niveau de production de 10 millions de quintaux.

- L'arboriculture enregistrera une croissance de 27,4 % suite aux augmentations attendues en production d'olives à huile et d'agrumes portant ainsi leurs niveaux de production à 120.000 T d'huile et 200.000 T d'oranges. Les fruits d'été réaliseront des niveaux de production légèrement supérieurs à ceux de l'année 1983 qui sont jugés satisfaisants.

- Le secteur maraîcher enregistrera un taux de croissance de 5 % par rapport au niveau de production de 1983.

- Le secteur de l'élevage croîtra à un taux de croissance de 3 % en raison du fléchissement attendu au niveau de secteur avicole. L'élevage bovin, quant à lui, enregistrera une croissance de 12 %.

- Enfin le secteur de la pêche qui connaît un développement relativement lent atteindra une production de 73.500 tonnes en 1984 ce qui représente une croissance de 6,6 %.

Par ailleurs les productions d'olives à huile et d'agrumes pourraient atteindre respectivement 800.000 T et 215.000 T en 1984, ce qui porterait le taux de croissance de la valeur de la production à 14,3 % au lieu de 10,8 % et celui de la valeur ajoutée à 13,2 % au lieu de 9 %.

2°/ Le suivi de la Campagne Agricole /

Au cours du mois d'Avril 1983, la sous-Direction de la Planification a préparé une note sur la conjoncture agricole. Cette note a présenté l'état d'avancement de la campagne agricole et a actualisé les objectifs du Budget Economique 1983. Elle a été intégrée ultérieurement dans la version provisoire du Budget Economique 1984 éditée en Septembre 1983.

3°/ Les Etudes /

Au cours de l'année 1983 la D/P.S.A.E. a entrepris la réalisation d'études se rapportant aux différentes activités du secteur de l'Agriculture et de la pêche. Ces études ont été élaborées par les services de la D/P.S.A.E. et par des bureaux de consultants.

Ainsi, au cours de l'année 1983, la D/P.S.A.E. a réalisé, par l'intermédiaire de ses propres services, deux études. L'une est relative au crédit agricole, et l'autre relative aux subventions dans le secteur agricole. D'autres études ont été élaborées en faisant appel aux services de bureaux de consultants : l'étude d'un plan directeur de la collecte de lait, l'étude d'un plan directeur de l'approvisionnement en intrants, et l'étude de la gestion et de l'entretien des périmètres irrigués.

II - PROGRAMME DE L'ANNEE 1984 //

1°/ Le suivi de la Campagne Agricole 1983 - 1984 /

Au cours du mois d'Avril 1984, il sera procédé à l'élaboration d'une " note de conjoncture " qui reflètera l'état d'avancement de la campagne agricole et ajustera les objectifs de production pour l'année 1984 en fonction d'éléments nouveaux. Cette note de conjoncture sera d'une grande utilité dans la préparation du Budget Economique pour l'année 1985.

2°/ Le Budget Economique sera préparé comme d'habitude vers la fin de l'année en une version provisoire (Septembre - Octobre) et une version finale (Décembre). Toutefois, un travail continu de suivi du déroulement de la campagne agricole tout le long de l'année constitue l'élément de base pour l'élaboration du Budget Economique.

3°/ Les Etudes /

En plus de ses activités habituelles, la sous Direction de la Planification entreprendra la réalisation de certaines études économiques au cours de l'année 1984 :

- Finalisation des travaux de projections de la demande en produits alimentaires entamés en 1983.
- Estimation des coûts de production de certains produits agricole. L'emploi Agricole.

2°/ Le Budget Economique sera préparé comme d'habitude vers la fin de l'année en une version provisoire (Septembre - Octobre) et une version finale (Décembre). Toutefois, un travail continu de suivi du déroulement de la campagne agricole tout le long de l'année constitue l'élément de base pour l'élaboration du Budget Economique.

3°/ Les Etudes /

En plus de ses activités habituelles, la sous Direction de la Planification entreprendra la réalisation de certaines études économiques au cours de l'année 1984 :

- Finalisation des travaux de projections de la demande en produits alimentaires entamés en 1983.
- Estimation des coûts de production de certains produits agricole.
- L'emploi Agricole.

//A SOUS-DIRECTION DU BUDGET //

I. LES ACTIVITES DE L'ANNEE 1983 :/

1°/ Suivi des Réalisations du Budget d'Equipement :

(_a Sous-Direction du Budget est chargée, entre autres, du suivi des réalisations du Budget d'Equipement (les investissements directs). Cette tâche qui se déroule tout le long de l'année consiste à :

- Instruire les dossiers d'exécution des projets en vue de procéder à l'ouverture des crédits inscrits au Budget.
- Suivre le rythme d'exécution des programmes par le biais des taux d'ouverture et de consommation des crédits.
- Programmer les crédits de paiement compte tenu des besoins de chaque projet et ce en vue de consommer le maximum si ce n'est la totalité des crédits octroyés au Ministère.

2°/ Elaboration du Budget d'Equipement pour la Gestion 1984 :

- Phase préparatoire (inter - directions) :

Il s'agit des discussions qui ont lieu avec toutes les directions techniques sur la base de fiches - projet qui font ressortir l'exécution financière des projets en cours (engagement et ordonnancement réalisés depuis le démarrage du projet). Une première programmation des besoins en crédits est alors établie d'un commun accord ; la discussion s'étend ensuite aux nouveaux programmes à démarrer en 1985.

- Elaboration du projet de Budget :

Ce projet de Budget résume les propositions du Ministère (projets en cours et projets nouveaux) et sert de base pour les discussions avec les services concernés du Ministère du Plan.

- Finalisation du budget et préparation de la version définitive :
- après les discussions avec des services du Ministère du Plan, une nouvelle version du budget est préparée. Cette version est soumise à la chambre des

Députés. Une fois adoptée, elle sera la version définitive du budget d'équipement.

3°/. Principales Caractéristiques du Budget d'Equipement 1984 :

- Les investissements directs : il a été alloué au profit du Ministère de l'Agriculture au titre des investissements directs les enveloppes suivantes :

. Coût programme	132,858 MD
. Crédits d'engagement	88,029 MD
. Crédits de paiement	55,031 MD

Comparé au budget de 1983, celui de 1984 (en terme de crédits de paiement) enregistre une évolution de 19,2 % contre 9,2 % pour le budget 1983.

Les 55 MD se répartissent entre 33,5 MD pour les projets en cours et 21,5 MD pour les projets nouveaux.

- Les opérations financières :

L'enveloppe budgétaire au profit des Offices et organismes sous tutelle du Ministère de l'Agriculture au titre de l'année 1984 s'élève à 55,2 MD (non compris la SONED) contre 46,2 MD pour l'année 1983, soit une augmentation de 19 % et un dépassement de 8 % par rapport aux prévisions du Plan. La masse des crédits retenus se répartit principalement entre le FOSDA (24 MD), l'OMVM (7,5 MD), l'Office des céréales (5,48 MD), l'Office du Nord-Ouest (3,42 MD) et l'Office de la Tunisie Centrale (3,2 MD).

II PROGRAMME DE L'ANNEE 1984 / :

1°/. Suivi des Réalisations du Budget /

Il s'agira d'instruire les dossiers d'exécution des projets en vue de procéder à l'ouverture des crédits ; de suivre le rythme d'exécution des programmes, et de programmer les crédits de paiement en fonction des besoins de chaque projet.

2°/. Elaboration du Budget d'Equipement 1985 :

Il s'agira de discuter avec les directions techniques, les Offices et les organismes sous tutelle en vue de programmer les besoins en crédits pour la gestion 1985. Cette première version du budget sera alors discutée avec les services concernés du Ministère du Plan et, après approbation du budget par la chambre des Députés, il sera procédé à la préparation de la version définitive du budget 1985.

LA SOUS DIRECTION DES STATISTIQUES

Dans cette partie il sera présenté le programme des activités de la Sous Direction, les moyens mis en oeuvre, le point de la situation, les difficultés rencontrées et le projet de programme de 1984.

1/ Programme d'activités

1.1. Les Enquêtes: Avant de présenter le programme des enquêtes agricoles, il y a lieu de préciser que pour la préparation des enquêtes annuelles, un travail permanent, permettant le perfectionnement de la stratification et le renforcement des échantillons dans certains gouvernorats ou le renouvellement complet dans d'autres gouvernorats, s'effectue durant toute l'année.

Ce travail consiste à découper le territoire sur des cartes topographiques, à planimétrer des superficies, à effectuer des tirages d'échantillons d'aires, à commander des photographies aériennes couvrant ces aires échantillons, et à reproduire les limites naturelles des cartes topographiques sur les photos. Ce travail occupe à plein temps et au niveau central un Ingénieur Adjoint et un Adjoint Technique.

Les arrondissements contribuent, sous la supervision du service central, à l'exécution de ce travail à temps partiel et chaque fois que leur collaboration s'avère nécessaire.

Quant aux enquêtes programmées pour l'année 1983, et qui ont concerné l'ensemble du pays, elles sont les suivantes :

- L'Enquête Agricole de Base
- L'Enquête Céréales par mesure objective
- L'Enquête de Conjoncture Agricole
- L'Enquête sur les cultures Irriguées
- L'Enquête Oasis
- L'Enquête sur la Commercialisation contrôlée des fruits, légumes et produits de basse-cour ainsi que sur les abattages contrôlés.

Il est à noter à cet effet que la conception des documents d'enquêtes, la préparation des instructions destinées aux superviseurs et enquêteurs, l'organisation des travaux de traitement et de synthèse des résultats occupent actuellement à plein temps et au niveau central Ingénieur Agro-Economiste, 3 Ingénieurs des travaux Statistiques, 4 Ingénieurs Adjoints, trois Adjoints Techniques et un Agent Technique.

En plus de sa collaboration avec le service central dans les préparatifs techniques des enquêtes, le personnel des Arrondissements est responsable de la Collecte de l'information et de dépouillement manuel permettant de disposer des résultats prioritaires et préliminaires le plus rapidement possible en attendant la fin des travaux de traitement informatique.

A côté des activités programmées au niveau central et pour l'ensemble du pays, les arrondissements sont appelés à réaliser d'autres enquêtes soit pour répondre à des besoins des Commissariats Régionaux au Développement Agricole en matière de Statistiques Agricoles soit dans le cadre des études de projets.

1.2/ Les activités courantes de la S/ Direction

En plus de l'exécution des enquêtes citées plus haut, la Division est appelée à contribuer aux opérations suivantes :

- Préparation du Budget Economique de Juillet à Septembre
- Actualisation du Budget Economique au mois de Février
- Etude de projets ou toute autre étude agro-économique
- Réponse au questionnaires statistiques émanant de divers organismes nationaux et internationaux.
- Elaboration de l'annuaire des Statistiques Agricoles
- Elaboration du tableau des Echanges Inter-Industriels
- Elaboration des Comptes Ressources-Emplois des produits de l'Agriculture et de la pêche.
- Elaboration des indices statistiques(indices des prix à la production, indices des prix à l'export, indices des prix à l'import etc...).
- Etude de l'évolution des prix des produits agricoles.
- Etude de l'évolution des prix des intrants agricoles.

2/ Les moyens mis en oeuvre

Au niveau central, la S/ Direction dispose de 3 Ingénieurs Statisticiens, d'un Agro-Economiste, de 7 Ingénieurs Adjointes, de 3 Adjointes Techniques et d'un Agent Technique. La S. Direction est représentée par un Arrondissement de la Statistique Agricole et de la planification au niveau de chaque C.R.D.A. L'Arrondissement est composé en moyenne de 3 Ingénieurs Adjointes et de 4 Adjointes Techniques. Le parc des voitures comprend 65 dont seulement 42 en fonctionnement.

3/ L'Etat d'Avancement des travaux relatifs aux enquêtes

A l'exclusion de l'Enquête de Conjoncture Agricole qui a démarré le 15 Octobre 1983, le travail sur l'ensemble des autres enquêtes est terminé. Les résultats de l'enquête céréalière par mesure objective étaient diffusés à la fin du mois d'Août dernier. Ceux des enquêtes Agricoles de Base 1982-1983 et de l'Enquête sur les Cultures Irriguées 1982-1983 seront communiqués vers la fin du mois de février 1984.

Quant à l'Enquête de la Conjoncture Agricole 1983-84 et celle des Oasis de l'année 1983, elle sont presque prêtes à être publiées.

4/ Difficultés rencontrées:

Sur le plan technique, toutes les opérations ont été réalisées dans des conditions normales. Cependant au niveau de l'organisation et des travaux d'exploitation des données collectées et des moyens mis en oeuvre, on signale les difficultés suivantes :

- Le saisi des données de l'Enquête Agricole de Base 1982 ne s'est effectuée au Centre National de l'Informatique qu'au mois d'Août 1982. Ce retard est dû essentiellement à l'élongation de la période de rédaction et de choix d'un programme informatique spécialement conçu pour le traitement des enquêtes agricoles. Egalement, il y a lieu de signaler que l'Enquête Agricole de Base 1982 a été réalisée en collaboration avec la Direction de l'Energie du Ministère de l'Economie Nationale. L'insertion par cette Direction d'un module énergétique à l'Enquête Agricole a causé un retard des travaux sur le terrain et au moment de l'enregistrement des données de base.

Toutefois la saisie des données de l'Enquête Agricole de Base de 1983 est réalisée sur des micro-ordinateurs de la S/Direction. Actuellement, la saisie des données relatives à 16 Gouvernorats est terminée.

Avec un entretien permanent de ces machines, le traitement des données des Enquêtes Agricoles sera dorénavant aisé, et accusera moins de retard.

- Le nombre de voitures, pour la bonne marche des enquêtes, devra être égal au moins à 3 voitures par gouvernorat, or dans certains gouvernorats, il n'existe qu'une seule en marche. Par conséquent, il faut programmer le renforcement progressif de ce parc et le renouvellement des voitures à réformer.

- et enfin, le manque d'enquêteurs dans certains gouvernorats et l'exiguïté des locaux administratifs pour ceux qui y sont installés n'ont pas permis la création d'un environnement favorable au déroulement normal des enquêtes.

5/ Programme de 1984 :

Le programme de 1984 verra une continuation des activités courantes de la Division ainsi qu'un renouvellement de l'Enquête Agricole de Base, de l'Enquête Céréaliers par mesure objective et de l'Enquête conjoncture Agricole. Toutefois, l'Enquête sur les Périmètres Irrigués sera remplacée par une Enquête sur les rendements des olives aux gouvernorats de Sfax, Sousse, Mahdia, Monastir et Kairouan. Egalement une Enquête Pilote sur les rendements (par mesure objective) des piments sera lancée à Kairouan.

Les objectifs et le calendrier de réalisation de ces enquêtes seront présentés à l'annexe 4.

5/ Recommandations :

Pour mieux intégrer la S/Direction dans les travaux de planification et d'études de projets, il est souhaitable de programmer des séminaires en ce sens. Egalement, et pour une meilleure formation, des séminaires périodiques en matière d'enquêtes, d'études agro-économiques, de traitement informatique seront très utiles surtout pour les cadres au niveau central.

Pour ce qui est du parc de voiture, il devra être renforcé et progressivement renouvelé. Sur 65 voitures affectées aux arrondissements 42 sont en fonctionnement et 23 en très mauvais état ou en réforme. Le renforcement concernera chaque année un certain nombre de gouvernorats prioritaires. Cette solution pourrait nous faire gagner du temps sur le terrain et dans la diffusion des résultats des enquêtes.

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES
ET DE LEGISLATION

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES ET DE LEGISLATION

A) Sous - Direction de l'Apurement Foncier 1er) Service Foncier :

D'une façon générale, l'apurement foncier des terres entrant dans le champs d'intervention du service foncier (Terres Collectives et Terres Exhabous soumis à l'Enzel) touche à sa fin.

En effet pour les terres collectives, 980.000 ha sur une superficie totale de 1.400.000 ha soit 70% actuellement attribuées et sanctionnées par décret entre 1971 et 1983.

La liquidation des terres habous, dont les dossiers ont été soumis aux Commissions Régionales est terminée, il ne reste que les henchirs EL ALEM et SIDI M'HADHER.

a) Les Terres Collectives : Situation des travaux

L'action d'apurement, qui consiste à faire sortir les terres collectives de leur situation inerte et à les attribuer aux ayants-droit à titre familial ou individuel. Pour une meilleure mise en valeur, est du ressort des Arrondissements Régionaux des Affaires Foncières :

La procédure suivie prévoit : un levé topographique et une enquête possessoire sur le terrain, puis l'intervention des Conseils de Gestion et de tutelle régionaux et finalement la consécration de l'attribution et l'élaboration des titres et propriété.

Cependant, le service des Terres Collectives qui intervient en tant qu'organe d'orientation et de Contrôle, reste chargé de l'apurement définitif de ces terres par la procédure d'arbitrage des litiges et l'élaboration des décrets d'attribution.

- Difficultés de mise en oeuvre :

Il y a lieu d'inciter les Conseils de Gestion à procéder à l'attribution en respectant le minimum des règles juridiques en la matière, la convocation périodique des membres des Conseils de Gestion aux Arrondissements Régionaux pour une telle action serait envisageable étant donné que l'apurement foncier des terres collectives dépend essentiellement de ces Conseils de Gestion qui déclenchent la première phase du processus par leur désir de se départager le bien de la collectivité.

La tendance à la baisse des actions d'apurement pourrait être justifiée par le fait que se sont les terres collectives comprenant des problèmes divers (essentiellement des litiges de jouissance) qui restent à liquider. Ces zones nécessitent des délais assez longs et des efforts plus tenaces.

Enfin, le manque des moyens matériels et humains mis à la disposition des Arrondissements Régionaux des Affaires Foncières freine les opérations d'apurement.

b) Les Terres Ex-Habous soumises à Légal de gré à gré

RUBRIQUES	Superficie levée	Superficie enquêtée	Commission d'Enzel	Superficie des titres	Nombre de contrats
Réalisations jusqu'à fin 1982	173 300	173 913	166 913	144 824	
Prévisions 1983	7 640 ha 14 357 levés et rogés	1 500	6 285	863	
Réalisations au 31/12/83	3 800 ha (recollement sur divers sections)	1 387			
Réalisation totale	173 300	173 300	166 913	144 624	14 045

Marché SIDI AMOR BOU HADJA - KAIROUAN -

RUBRIQUES	Superficie levée	Superficie enquêtée	Commission d'Enzel	Superficie des titres
Réalisations jusqu'en 1982	154 227 ha	154 227 ha	154 227 ha	99 44 ha
Réalisations du 1er/1/83 au 31/12/1983				2 063 ha
Réalisation totale	154 227 ha	154 227 ha	154 227 ha	12 007 ha

Pour l'année 1983, le Service a été saisi de 207 requêtes portant sur des litiges relatifs à la consistance, à l'affectation ou à la délimitation des terres collectives surtout dans le Sud du Pays.

De même, 58 décrets d'attribution privative en terres collectives pour une superficie de 50 800 ha ont été promulgués en 1983, ce qui porte le total des décrets parus dès 1971 à 867 englobant une superficie de 984 957 ha pour un total attribuable de 1 400 000 ha. Le Service des Terres collectives a aussi procédé à l'élaboration de 7 décrets rectificatifs d'attribution (erreurs matérielles).

Une vingtaine d'aliénation en terres collectives a été autorisée durant l'année 1983 au profit d'Organismes et Administrations Publiques notamment les Conseils de Gouvernement et les Communes, mais constatant certaines oppositions des propriétaires des terres collectives malgré le consentement de leurs Conseils de gestion et afin de préserver les droits des collectivités, le service a jugé nécessaire de réglementer l'aliénation et de la faire assortir de certaines conditions restrictives en élaborant la circulaire n° 143/G4/25 du 18 Octobre 1983.

L'opération d'élaboration et de remise des titres de propriété en terre collective enregistre un retard qui s'explique en grande partie par l'absentéisme constaté chez certains ayants-droits. Afin d'accélérer les opérations de mise en valeur de ces terres, le Ministère de l'Agriculture a invité Messieurs les Gouverneurs, par la circulaire n° 103/G4/25 du 8 Juillet 1983 à organiser des campagnes auprès des propriétaires concernés pour les inciter à se procurer leurs titres.

En ce qui concerne les parcours collectifs, et à la suite des réclamations de collectivités, il a été décidé de constituer une commission technique de délimitation des terrains de parcours collectifs. Cette Commission sera formée du Délégué de la région, du C.R.D.A. et des représentants des Directions des Eaux, du Sol, des forêts, de la Production Végétale et des Affaires foncières. Elle sera appelée à fixer les programmes d'apurement des terres collectives en orientant ces derniers vers les zones susceptibles d'être mises en valeur d'une part et en revisant les procès de délimitation des parcours collectifs soumis au régime forestier d'autre part.

2') Service des Terres Domaniales :

a) Répartition des Terres Domaniales

Agro-Combinats et Fermes Pilotes	:	210 000	
U.C.P.	:	209 000	
Location : Sté, Para-Etatiques	:	22 001	
Coopérateurs	:	3 601	87 243
Particuliers	:	61 551	
Etablissements Publics et Sociétés Nationales.....		98 224	38 224
Sous-Total		544 467	

Terres cédées :

- Affectées aux collectivités	12 882	19 692
- En cours d'affectation	6 810	
- Cédées aux particuliers depuis 1960 à ce jour		711 318

Sous-Total 231 010

Parcours et Divers 40 000

Total Général 815 477

b) Cession des Terres Domaniales suivant la Loi 70-25

du 19 Mai 1970

Superficie	Attribu- tales	Lots attribués
1056 44 96 + 240 oliviers	2334	804

Contrats achevés :

723

Superficie

4 998 41 53 + 3 237 oliviers

.../...

TOTAL	SUPERFICIE	NOMBRE DE LOTS
	4497,8453 ha	
	+5029 PIEDS D'OLIVIERS	780
	+ 100 PIEDS DE PALMIERS	

- Attestations d'Attributions remise aux intéressés pendant l'année 83

Le nombre total d'attestations est de 240.

- Fiche des arrêtés de déchéances établis :

TOTAL	NOMBRE D'ATTRIBUTAIRES	SUPERFICIE
	21	425.06.64

c) Fiche des Terres Domaniales données en location et en Moussaket
 Superficie Total : 87.243 (OMVVR 11.036
 (O.T.D. 75.207

LOCATAIRES	SUPERFICIE	MODE D'EXPLOITATION
Anciens Coopérateurs	3601	Insuffisamment exploités
Stés. des Fermes Tunisiennes	6661	Contrats en cours
Stés. Paraétatique et Coopératives Centrales	17000	Ellouhoum, Stés. d'Elevage Monastir GOUVPP; STIL, COCE- BLE, CCSPS, SMADEA, SEDAN etc.
TOTAL	23661	
Agriculteurs privés aux enchères (+ 100 ha	28615	Le pourcentage des terres insuffisamment exploités ne dépasse pas 12%
- Par C. Régionales (-100ha	31.366	
TOTAL	59.981	
TOTAL GENERAL	87.243	

Mesures Prises :

- Adoption du système de location 3-6-9 ans à l'exception des sociétés de mise en valeur et de développement agricole (location 30 ans).

- Constitution par gouvernorat de commission de contrôle et de suivi des terres domaniales données en location.

...1...

Contrats de vente en cours d'Etablissement

CONTRATS	SUPERFICIE	NOMBRE DE PERSONNES
50	886 ha 42 a 25 ca	169

Mainlevées à la Signature de la Direction des Domaines
AU MINISTRE DES FINANCES (DECRET DE 1948)

Nombre de Mainlevées	Superficie	Nombre de personnes
19	ha 382,30 ares	39

3) Les périmètres publics irrigués

a) Autres travaux :

Certificats de possession :

Il a été délivré au cours de l'année 1983, un total de 420 certificats de possession détaillés comme suit :

Informatisation des Terres Domaniales

Travaux réalisés (Gouvernorat de Bizerte)

- Poursuite du remplissage des fiches (soit 1300 fiches passées à l'Ordinateur).

Etude des Titres Fonciers à la conservation foncière

Etude des dossiers de nationalisation

Etude des procès-verbaux relatifs à la cession des terres domaniales.

Contrôle des fiches

Saisie des renseignements des fiches.

Etude des fiches faisant double emploi

Programmation des tableaux statistiques

Stage de perfectionnement des Agents

Recyclage des études sur la recherche, la modification et sortie des données stockées.

Vérification du listing.

Réunion consacrées à l'état d'avancement des travaux de réalisation de l'informatisation des Terres domaniales de Bizerte et éventuellement le programme pour les autres gouvernorats.

.../...

- Etude et analyse des résultats des travaux des commissions régionales par une commission nationale dont la mission est d'examiner les travaux de contrôle et de suivi des terres domaniales données en location par l'O.T.D. et l'OMVVM et de proposer cas par cas les mesures à prendre pour assurer une bonne exploitation de ces terres.

Propositions :

- Réserver certaines terres données en location à des opérations d'échange pour les barrages ou les terres privées sur lesquelles sont installés des ouvrages hydrauliques ou dans le cadre de la réforme agraire dans les périmètres publics irrigués.

- La location sera poursuivie selon un cahier des charges et un plan de développement à court terme à définir par le C.R.D.A. en fonction des potentialités du sol (y compris les terres louées à des sociétés Paraétatiques).

- Suivre périodiquement l'application du cahier des charges.

- Réserver un certain nombre de lots viables à attribuer aux techniciens agricoles en fonction de la valeur ajoutée des parcelles, ainsi que des potentialités des terres.

- Réserver un certain nombre de lots aux Agences Foncières (Habitats, touristique ou industrielle) dans les conditions définies dans la loi relatives à la production des terres agricoles.

- Prévoir un certain nombre de lots aux collectivités publiques locales et régionales notamment celles comprises dans les périmètres communaux.

- Soumettre aux comités régionales d'attribution des terres domaniales les petites parcelles dispersées non nécessaires aux opérations d'échange (loi 70-25).

- Rechercher une nouvelle formule pour les terres louées aux anciens Coopérateurs, formules garantissant la bonne exploitation de ces terres.

- Telles que les Sociétés civiles, SARL ou UCPS, usufruitières ou leur intégration dans des agro-Combinais ou dans les Sociétés de mise en valeur et de développement Agricole.

4) Travaux Topographiques :
EXECUTES ANNEE 1 9 8 3

GOUVERNORAT DE KASSERINE

ET AFIAL V (Complément) 10.872 ha

GOUVERNORAT DE MEDENINE

HENCHIR CHANBANIA

et HENCHIR EL GHORBABE 14.000 ha

GOUVERNORAT DE GAFSA

OULED BOU OMRANE 3.500 ha
28.372 ha

b) Sous Direction de la législation et du Contentieux

La sous-Direction de la législation et du Contentieux s'occupe du Contentieux général du Ministère de l'Agriculture, de la mise en forme des textes législatifs et réglementaires proposés par les divers Directions et Organismes qui en dépendent et de l'étude de ceux pour lesquels les autres Départements demandent un avis.

Elle comprend deux Services :

1°) Le service Contentieux :

a) Section Judiciaire :

Etude des affaires dans lesquelles le Département est soit demandeur, défendeur ou partie, collecte des éléments d'appréciation, analyse des faits, recherche juridique, rédaction des conclusions et le cas échéant réplique à l'argumentation de l'adversaire.

Ces affaires à caractère civil et pénal sont au nombre de six cent (600) environ et introduites auprès des Tribunaux de ~~commune~~ (divers degrés du Tribunal Immobilier ou du Tribunal Administratif.

b) Section Administrative :

- Expropriation pour cause d'utilité publique
- Acquisitions à l'amiable
- Affectations au profit des Administrations des Etablissements et Organismes étatiques ou para-étatiques
- Déclassements de terrains du Domaine public au domaine Privé de l'Etat.
- Classement des terrains de parcours.

c) Section requêtes :

Cette section s'occupe de toutes les requêtes et réclamations à caractère foncier adressées par les particuliers soit directement au Ministère soit au Premier Ministère.

L'instruction de ces requêtes multiples et variées nécessitent une nombreuse correspondance avec les services intéressés, les Gouvernorats et les intéressés.

Le volume énorme des affaires à instruire et la recherche des solutions adéquates qu'elles requiert d'une part et les moyens insuffisant en personnel et en matériel dont dispose ce service d'autre part l'ont acculé à affronter les problèmes d'une manière désordonnée et recourir à l'improvisation pour les résoudre.

Pour assumer cette énorme tâche ce service ne disposait au cours de l'année 1983 que de 2 agents opérants ce qui explique l'impossibilité d'évaluer quantitativement son activité pendant cette période.

	LOIS	DECRETS	ARRETES	TOTAL
Textes législatifs et réglementaires parus au journal officiel de la République	3	16	8	27
Textes législatifs et réglementaires transmis au premier Ministre pour étude et avis	2	4	2	8
Textes législatifs et réglementaires en cours d'étude transmis aux divers départements pour l'étude et avis ou visa	0	3	2	5
Textes législatifs et réglementaires en cours d'étude.				

**DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT
DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION**

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION

Conformément aux objectifs tracés dans le cadre du VI^e Plan, les activités de la Direction de l'Enseignement, de la Recherche et de la Vulgarisation ont été axées durant l'année 1983 sur les actions suivantes :

A - ENSEIGNEMENT -

Pour répondre aux besoins du pays en techniciens agricoles de différents niveaux, les efforts déployés durant l'année 1983 ont porté essentiellement sur la consolidation des institutions d'enseignement et de formation professionnelle dans le but d'en améliorer le rendement interne et externe.

Les principales actions réalisées concernant le développement et la diversification des cycles de formation, l'intensification des activités d'ouverture sur l'environnement, et le renforcement des exploitations agricoles rattachées aux diverses institutions d'enseignement.

1 - FORMATION DES TECHNICIENS -

1 - 1 - Bilan de l'année scolaire et universitaire 82-83

Durant l'année 82-83, 41 établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole ont fonctionné, se répartissant comme suit :

- 9 établissements d'enseignement supérieur avec un effectif global de 1388 étudiants.
- 4 établissements d'enseignement secondaire avec 694 élèves inscrits.
- et 28 établissements de formation professionnelle totalisant 1846 élèves.

En ce qui concerne le nombre des diplômés il s'élève pour la même année à 1.267 techniciens et ouvriers spécialisés classés de la manière suivante :

- ENSEIGNEMENT SUPERIEUR -

- . 37 Médecins Vétérinaires
- . 79 Ingénieurs Spécialisés (Ing. Principaux).
- . 69 Ingénieurs (Ing. des Travaux).
- . 178 Techniciens Supérieurs (Ing. Adjoints).

- ENSEIGNEMENT SECONDAIRE -

- . 68 Techniciens (Adjoints Techniques).

- FORMATION PROFESSIONNELLE -

- . 243 Ouvriers Spécialisés

1 - 2 - Orientations nouvelles

Dans le but de répondre aux exigences de l'emploi, le cycle secondaire ainsi que certaines filières du cycle court ont été réaménagés au niveau des effectifs et des programmes.

Dans le même contexte, le potentiel de formation d'ingénieurs des travaux, a été renforcé par la création de nouvelles filières du cycle moyen aux écoles supérieures d'agriculture du Kef, de Moghrane et de Mateur, spécialisés respectivement dans les domaines des grandes cultures, de la gestion des entreprises agricoles et de l'élevage.

Par ailleurs, le 3^e cycle de spécialisation, mis en place à l'Institut National Agronomique de Tunis, a connu, durant l'année 1982-1983, un développement important aussi bien au niveau des effectifs qu'au niveau des spécialités offertes aux étudiants. C'est ainsi que l'effectif des diplômés est passé de 51 en 1982 à 76 en 1983, alors que le nombre des spécialités atteint actuellement 6 alors qu'il n'était que de 3 en 1981.

Toutes ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une politique visant la satisfaction des besoins d'une agriculture de plus en plus intensive et diversifiée.

2 - Ouverture des Etablissements d'Enseignement et de Formation Professionnelle sur l'Environnement:

En plus de leur mission classique de formation, les établissements d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole ont intensifié leurs activités de rayonnement et d'animation rurale.

Ces activités ont revêtu plusieurs aspects, dont on peut citer notamment :

- Le renforcement du rôle que jouent ces établissements en matière de vulgarisation des nouvelles techniques par le biais des séminaires, et des journées d'information organisés à l'intention des techniciens et agriculteurs de la région.

- Le développement des programmes de recyclage réalisés au profit des agents du Ministère de l'Agriculture des ouvriers et des exploitants agricoles. C'est ainsi que, durant l'année 1982-1983, plus de 14.000 personnes ont bénéficié de cycles de formation de courte durée.

- La participation de plus en plus active de ces établissements aux programmes de formation de jeunes ruraux en collaboration avec les autorités régionales.

Par ailleurs, dans le souci d'assurer une transmission efficace des acquis de la recherche agricole, de nouvelles parcelles expérimentales et de démonstration ont été créées dans les établissements de Bouchrik, Sidi Bou-zid et Chott-Mariem.

3 - Renforcement des Exploitations Agricoles

Les exploitations agricoles rattachées aux Etablissements d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole relevant de la D.E.R.V. ont fait l'objet pendant l'année 1983 d'une attention particulière de la part de l'Administration de tutelle.

Dans ce contexte, une étude agro-économique a été entreprise durant l'année 1983 et a porté dans une première phase sur une superficie utile de 3598 ha intéressant onze établissements. Les autres exploitations sont programmées pour les années 1984 et 1985.

Parallèlement à ces études, un programme d'équipement financé par la BIRD, et intéressant l'acquisition de matériel agricole, a été élaboré. L'acquisition de cet équipement s'échelonnera sur les trois ans à venir.

La mise en œuvre de l'ensemble des actions sus-indiquées vise essentiellement le renforcement du rôle joué par ces exploitations sur les plans de la formation, de la vulgarisation, de l'animation rurale et enfin de la production.

Par ailleurs, durant l'année 1983 la gestion des exploitations a fait l'objet de certaines améliorations portant en particulier sur :

- Une conception plus rationnelle du budget de fonctionnement permettant l'introduction progressive de la comptabilité analytique.
- Un choix plus judicieux des cultures en vue d'une meilleure production sur le plan qualitatif et quantitatif.

4 - Renforcement des moyens humains et matériels :

La poursuite du renforcement des moyens humains s'est caractérisée, pendant l'année 1983, par l'amélioration de l'aspect qualitatif et ce par la création de l'Institut National Pédagogique de Sidi Thabet. Cet Institut a pour but de consolider le niveau des formateurs par l'organisation de leçons modèles et de séminaires pédagogiques.

Concernant l'enseignement supérieur l'effectif s'est renforcé par l'affectation de 14 nouveaux cadres enseignants.

Par ailleurs, une enveloppe globale de plus de 2.000.000 D. a été consacrée, pendant l'année 1983, aux programmes d'équipements des différents établissements d'enseignement et de formation professionnelle.

B - RECHERCHE AGRICOLE

Les activités de recherche, durant l'année 1983, se sont poursuivies dans de bonnes conditions. Ceci est dû notamment au renforcement des moyens humains et matériels. La politique de décentralisation a été poursuivie par la création de nouvelles infrastructures régionales. Un effort particulier a été consenti au cours de cette année au recensement des programmes de recherche en cours et à la formulation des principaux acquis en vue de leur diffusion. Plusieurs documents élaborés à ce sujet ont été largement diffusés aux organismes et services de développement intéressés.

1 - Décentralisation de la recherche

La poursuite de la politique de décentralisation de la recherche s'est concrétisée par le renforcement et la création de centres spécialisés et de stations expérimentales.

Le Centre de recherche sur le palmier dattier a été implanté à Dégache, et l'infrastructure de cette nouvelle unité est en cours de réalisation. Son achèvement est prévu fin 1984.

La station expérimentale sur les céréales et légumineuses du Kef est actuellement opérationnelle. Les activités dans cette station atteindront leur rythme de croisière au cours de la campagne 84-85.

Le programme relatif au renforcement des travaux de recherche sur les cultures maraîchères, a été entamé en 1983, dans les stations de Sahline et Tebouiba dont les activités sont axées sur les cultures de primeurs.

En ce qui concerne l'oléiculture, l'Institut de l'olivier a élaboré un programme national de recherche et certains thèmes ont été déjà mis en oeuvre tant au niveau du siège principal de l'Institut à Sfax qu'à celui de trois stations expérimentales situées à Tunis, Chott-Mariem et Zarzis.

L'objectif de cette décentralisation est de rapprocher les programmes de recherche des préoccupations des Agriculteurs.

2 - Renforcement des moyens humains et matériels

L'effectif des chercheurs s'est renforcé grâce à l'affectation de 7 ingénieurs spécialisés et de 9 cadres formés aux Etats-Unis.

Par ailleurs une enveloppe globale d'un million de Dinars environ, a été allouée dans le cadre du budget d'équipement aux différentes institutions de recherche pour la réalisation de l'infrastructure de base et l'acquisition des équipements agricoles et de laboratoire.

3 - Diffusion des acquis de la recherche

Des séminaires nationaux et régionaux touchant notamment les maladies de l'olivier, les brise-vents, le bayoudh du palmier dattier, la lutte contre l'érosion éolienne, et les ouvrages hydrauliques traditionnels, ont été organisés avec la participation active des chercheurs et des enseignants.

De même les institutions de recherche ont collaboré aux journées d'information programmées par les sous-directions de la vulgarisation et des Enseignements.

Enfin, et dans le domaine de la diffusion des résultats de la recherche, des documents faisant l'inventaire des programmes de recherche en cours et des principaux acquis obtenus au cours des dernières années, ont été publiés et largement diffusés.

D'autres documents, traitant du même sujet sont en cours d'élaboration, pour les principaux secteurs de l'agriculture : Grandes Cultures, Arboriculture, Cultures Maraîchères, Elevage, Pêche et Forêts.

4 - Orientation des activités de recherche

Au cours de l'année 1983, un effort particulier a été accordé à la recherche dans les domaines des céréales, des légumineuses à graine, de la lutte biologique contre les ravageurs, de l'économie de l'eau, de l'utilisation des sources d'énergies nouvelles, et de l'élevage.

Durant cette même année une réflexion profonde sur la mise au point de programmes de recherche multidisciplinaires a abouti à la formulation de nouveaux projets conçus de manière à appréhender les problèmes au niveau d'une région donnée par le biais d'une approche globale permettant de tenir compte aussi bien des aspects techniques de la production que des contraintes socio-économiques qui se posent au niveau de l'exploitant.

Dans ce domaine trois projets sont actuellement en cours d'exécution dans le Nord-Ouest, les régions collinaires de Teboursoek, Gaâfour et Medjer El Bab et le Zaghouenais et intéressant des régions où la céréaliculture pose des problèmes et où l'intégration de l'élevage aux spéculations de grandes cultures semble être une nécessité pour un développement harmonieux de ces régions.

D'autres projets, conçus selon la même approche, seront élaborés à l'avenir dans d'autres secteurs tels que les périmètres irrigués et les zones arides.

C- VULGARISATION AGRICOLE DE MASSE

Les activités en matière de vulgarisation de masse, ont concerné l'organisation de séminaires, l'édition de documents techniques, et la préparation d'émissions télévisées et radiophoniques.

1 - Séminaires

La Sous-Direction de la Vulgarisation et de la Documentation relevant de la D.E.R.V. a contribué à l'organisation des séminaires suivants :

- Séminaire sur les cultures industrielles tenu avec la jeune chambre économique de Kairouan.

- Séminaire sur la défense des cultures à l'Ecole Supérieure d'Horticulture de Chott-Mariem.

Par ailleurs la Sous-Direction a entamé la préparation d'un séminaire portant sur la vulgarisation dans le domaine de l'Agriculture.

2 - Edition de documents techniques

Les documents techniques, où la langue arabe prend une place de plus en plus prépondérante, sont destinés à une large diffusion auprès des vulgarisateurs de terrain et des agriculteurs dans le but de faire connaître les nouveaux acquis techniques et les pratiques modernes de culture.

Au cours de l'année 1983, cinq anciens documents en langue arabe ont été réédités et dix autres nouveaux ont été publiés, dont un seul en langue française.

3 - Emissions télévisées et radiophoniques

Durant l'année 1983, 35 émissions télévisées traitant de thèmes très variés, ont été élaborées et diffusées. Elles ont porté notamment sur l'arboriculture, les grandes cultures, la pêche et l'Elevage.

En ce qui concerne les émissions radiophoniques, elles sont de deux types :

- Les unes hebdomadaires, qui sont au total de 51 émissions, ont concerné divers sujets dont principalement l'arboriculture, la céréaliculture, les cultures maraîchères, et l'élevage.

- Les autres quotidiennes, sont diffusées en fonction du calendrier agricole. Les 365 émissions réalisées ont pratiquement concerné tous les domaines du secteur agricole.

**DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET FINANCIERES**

DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

CHAPITRE PREMIER : LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

I - GESTION COURANTE DES PERSONNELS.

A - Le personnel ouvrier :

La situation de 1603 ouvriers agricoles et ouvriers temporaires rémunérés sur les crédits du Titre II a été régularisée par intégrations dans le cadre des ouvriers statutaires de l'Etat.

Parallèlement à cette importante action, il a été procédé à 2522 titularisations, 6513 avancements d'échelons et 61 promotions de catégorie.

B - Le personnel fonctionnaire :

* 401 agents ont été recrutés et affectés à 60 % auprès de l'administration régionale, la priorité ayant été donnée aux cadres de la catégorie A.

Le tableau ci-dessous détaille les différents types de recrutement ainsi que les affectations.

* A signaler par ailleurs que 389 agents ont été titularisés dans leurs emplois, 124 ont été promus et 7132 ont avancé dans leurs échelons.

II - LE CONTENTIEUX.

A - Les affaires disciplinaires

117 sanctions (dont 61 du deuxième degré) ont été infligées au personnel ouvrier et 38 autres au personnel fonctionnaire.

Il est reproché à ces agents le mauvais comportement, la mauvaise gestion ou les absences injustifiées.

B - Le tribunal Administratif

48 affaires ont été portées devant le Tribunal Administratif par 20 ouvriers et 28 fonctionnaires qui ont soit sollicité la régularisation de leur situations, soit contesté les concours ou les sanctions disciplinaires.

Le Tribunal, qui n'a pas encore statué sur 23 dossiers, a débouté 21 requérants et annulé 4 actes administratifs.

III. LA REGLEMENTATION :

L'accent a été principalement mis sur l'élaboration de textes portant d'une part sur la réorganisation des structures existantes en vue de leur permettre de jouer pleinement leurs rôles et d'autre part sur l'adaptation des statuts de certaines catégories de personnels aux réalités nouvelles.

A - Textes publiés au JOPT :

	O B J E T	R E F E R E N C E
TEXTES D'ORGANISATION	Modification des organes de l'Inspection	Decret n° 83-853 du 7.9.83
	Institution des organes de direction de l'I N A T.	Decret n° 83-1005 du 26.10.83
	Organisation de l'Office de Sidi Bouzid	Decret n° 83-1036 du 4.11.83
	Organisation du Bureau de l'Inventaire et de Recherches Hydrauliques	Decret n° 83-1243 du 22.12.83
	Réorganisation de la Direction des Ressources en Eaux et en Sols	Decret n° 83-1244 du 22.12.83
	Réorganisation de la Direction des Forêts	Decret n° 83-1245 du 22.12.83
STATUTS PERSONNEL	Statut particulier du groupement inter- professionnel des légumes	Decret n° 83-420 du 21.4.83
	Modification des emplois fonctionnels des établissements d'enseignement Supérieur	Decret n° 83-522 du 17.6.83

Réglementation du cycle de spécialisation à l'I N A T

Alignement de certains statuts particuliers des organismes sous tutelle sur le Statut Général de la loi n° 68-13 du 3.6.68

IV - LE PERFECTIONNEMENT DES CADRES -

Les 5 séminaires nationaux suivants ont été organisés à l'intention des responsables régionaux et des Directeurs des établissements d'enseignement.

THEME	DATE	LIEU
Les Marchés publics	25-26 Février 1983	Mograne
La gestion des ressources Financières.	17-18 Mars 1983	Mograne
Les Commissions Administratives Paritaires.	4-5 Avril 1983	Sidi Thabet
La Réforme du Statut Général des Agents de l'Etat.	24-25 Mai 1983	Sidi Thabet
La gestion des parcs	29-30 Novembre 1983	Chott-Mariem

Par ailleurs, il a été organisé des stages à l'intention des élèves de l'ENA et des gestionnaires régionaux ainsi qu'un cycle de formation pratique en informatique pour les archivistes.

V - L'ACTION SOCIALE

Il a été procédé à la constitution de 459 dossiers de mise à la retraite et au traitement de 94 affaires d'accidents de travail.

Le dispensaire a, dans le cadre des visites systématiques, examiné 3030 agents auprès desquels il a dépisté 719 cas qu'il a soumis à des spécialistes. Il a, en outre, procédé à 803 visites d'aptitude pour la titularisation et 709 visites d'urgence.

Le planning familial a couvert 1093 consultations

Les actes para-médicaux ont été importants : 10.736 injections intramusculaires, 25.839 pansements, 2158 injections.

Les enquêtes sociales ont porté sur 288 cas (problèmes conjugaux, interventions auprès des hopitaux, des autorités de police, aides aux nécessiteux).

CHAPITRE II - LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

1. LA COMPTABILITE ET LE BUDGET :

A - Le budget de fonctionnement :

Le budget de fonctionnement a été arrêté à 75.196.000 Dinars dont 5.128.000 Dinars de crédits complémentaires.

72.635.000 Dinars ont été engagés, ce qui représente un taux de consommation de 99,3 % et 5592 préordonnances de paiement

B - Le budget d'équipement :

3231 propositions d'engagement ont été enregistrées totalisant un crédit de 37.155.560 Dinars.

Par ailleurs, il a été procédé à l'examen de 652 dossiers de marchés par la Commission Départementale et 156 dossiers par la Commission Supérieure.

Enfin 79 arrêtés relatifs aux régies ont été élaborés (institutions : 16, modifications : 37, nomination : 16, clôture : 10).

II - L'ORDONNANCEMENT

L'ordonnancement a porté sur la gestion d'un crédit de 121.575.700 Dinars ainsi répartis :

! IMPUTATION	! CREDITS OUVERTS	! CREDITS CENTRALISES	! CREDITS CONSOMMES	! TAUX DE CON- SOMMATION
!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!
!TITRE I	! 75.196.000 D.	! 72.776.429 D.	! 72.266.749 ⁰ 746	! 99,29 %
!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!
!TITRE II	! 46.379.700 D.	! 27.963.552 D.	! 27.402.385 ⁰ 783	! 97,99 %
!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!
! TOTAL :	!121.575.700 D.	!100.739.981 D.	! 99.669.135 ⁰ 529	! 98,93 %
!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!

Il est à signaler que mensuellement 18.752 agents sont payés (dont 11.740 ouvriers et 6536 fonctionnaires) et que le nombre total des ordonnances a atteint 328.894 (dont 328.479 sur les crédits centralisés).

La concentration de la consommation des crédits en fin de gestion ainsi que l'augmentation sans cesse croissante des ordres de reversement constituent les obstacles majeurs en matière d'ordonnancement. C'est ainsi que 10 % des crédits ont été ordonnancés entre Décembre et Janvier et que les ordres de reversement ont atteint 149.100 Dinars (dont 68.779 Dinars pour l'article 30) contre 71.728 Dinars en 1982.

CHAPITRE TROIS : LA GESTION DES MOYENS LOGISTIQUES

I - L'APPROVISIONNEMENT

Afin de mettre à la disposition des services centraux de l'Administration les moyens nécessaires de fonctionnement, 10 marchés ont été lancés 2150 consultations ont été faites, 1051 propositions d'engagement ont été émises et 1065 factures ont été réglées. Le tableau ci-dessous détaillé par rubrique les différents domaines concernés.

INTITULE	CREDITS	DEPENSES
Matériel et outillage	51.880 D	51.879 D
Comm. Téléphoniques	222.610 D	222.596 D
Comm. Postales	2.290 D	1.122 D
Fournitures de bureau	141.700 D	137.457 D
Service médical	8.050 D	7.795 D
Hospitalisation	1.990 D	533 D
Bibliothèque	54.600 D	53.650 D
Menues dépenses	15.445 D	10.816 D
Habillement	73.372 D	73.340 D
Fabrication de médailles	3.000 D	3.000 D
Réceptions	22.000 D	20.821 D
T O T A L :	996.937 D	583.009 D

II - LES BATIMENTS

L'action s'est portée pour la réalisation de 34 grands et moyens projets d'une valeur globale de 3.874.802 Dinars.

Les travaux ont intéressé le génie civil, l'électricité ainsi que le chauffage des bâtiments civils.

Il est à signaler les difficultés d'exécution dues aux lenteurs des circuits ou occasionnées par les entrepreneurs eux mêmes.

C'est ainsi que, bien que la plupart des dossiers aient été approuvés depuis 1981, 3 sont encore en cours d'exécution 6 en cours d'approbation, 2 en voie d'achèvement et 7 réceptionnés.

Le tableau suivant résume la situation des différents travaux.

* Travaux en cours d'exécution.

DESIGNATION	DATE D'APPROBATION	ESTIMATION
Construction d'un laboratoire à l'INAT	27.4.1982	68.447 D
IA P M E	21.5.1982	289.000 D
Laboratoire phytopharmaceutique	27.7.1982	53.612 D
IC.R.D.A. KEBILI	30.12.1982	343.000 D
Ecole des Pêches de Tabarka		11.399 D
Lot d'électricité	24.6.1983	33.000 D
Clôture C.F.P.A. de Saïda	5.9.1983	44.255 D
Charpentes pour la D.E.R.V.	21.11.1983	282.000 D
TOTAL :		1.129.913 D.

* Travaux en cours d'approbation.

DESIGNATION	ESTIMATION
Administration de Sidi Thabet (Ecole de Médecine Vétérinaire.	200.000 D.
Construction de 11 hangars en charpentes métalliques	2.400 D.
Imprimerie et bureaux à la Soukra	181.281 D.
Construction du Centre des Etudes Agricoles	440.000 D.
Promotion de la culture de la pomme de terre	101.000 D.
Construction d'un laboratoire et d'une station pour le C.R.G.R.	163.000 D.
TOTAL :	1.087.681 D.

♦ Travaux en voie d'achèvement :

DESIGNATION DES TRAVAUX	DATE D'APPROBATION	ESTIMATION
Clôture de l'E.N.M.V. de Sidi Thabet	9.4.1982	75.000 D
Lot Génie Civil	27.4.1982	255.000 D
TOTAL :		330.000 D

♦ Travaux réceptionnés :

DESIGNATION DES TRAVAUX	DATE D'APPROBATION	ESTIMATION
Construction du C.R.D.A. de Mahdia	13.4.1978	226.612 D
Ecole des Pêches de Bizerte	9.9.1981	11.399 D
Ecole des Pêches de Sfax	16.7.1982	11.399 D
Chauffage Central à Nefza	19.8.1983	12.840 D.
Amenée d'une ligne électrique	28.8.1983	8.089 D
Fourniture d'un transformateur	31.8.1983	3.750 D
TOTAL :		274.089 D

♦ Autres travaux :

DESIGNATION DES TRAVAUX	DATE D'APPROBATION	ESTIMATION
Construction de 2 C.T.V. au Kef	24.11.1981	29.446 D
Ecole des Grandes Cultures du Kef	24.12.1982	430.259 D
Cuisine et réfectoire de l'INAT	8.12.1982	240.000 D
Commissariat Général à la Pêche	29.7.1982	354.414 D
TOTAL :		1.054.119 D

• Travaux en voie d'achèvement :

DESIGNATION DES TRAVAUX	DATE D'APPROBATION	ESTIMATION
Clôture de l'E.N.M.V. de Sidi Thabet	9.4.1982	75.000 D
Lot Génie Civil	27.4.1982	255.000 D
TOTAL :		330.000 D

• Travaux réceptionnés :

DESIGNATION DES TRAVAUX	DATE D'APPROBATION	ESTIMATION
Construction du C.R.D.A. de Mahdia	13.4.1978	226.612 D
Ecole des Pêches de Bizerte	9.9.1981	11.399 D
Ecole des Pêches de Sfax	16.7.1982	11.399 D
Chauffage Central à Nefza	19.8.1983	12.840 D.
Amenée d'une ligne électrique	28.8.1983	8.089 D
Fourniture d'un transformateur	31.8.1983	3.750 D
TOTAL :		274.089 D

• Autres travaux :

DESIGNATION DES TRAVAUX	DATE D'APPROBATION	ESTIMATION
Construction de 2 C.T.V. au Kef	24.11.1981	29.446 D
Ecole des Grandes Cultures du Kef	24.12.1982	430.259 D
Cuisine et réfectoire de l'INAT	8.12.1982	240.000 D
Commissariat Général à la Pêche	29.7.1982	354.414 D
TOTAL :		1.054.119 D

Il est à préciser par ailleurs que 250 propositions d'engagement ont été émises pour une valeur de 1.100 Dinars et que 12 appels d'offres ont été lancés.

III - LE PARC AUTOMOBILE

La régie des parcs communs a été dotée d'un budget de 585.000 Dinars, et sa gestion financière a connu un excédent de recettes de 42 % par rapport à 1982 (476.357 Dinars contre 334.755 Dinars en 1982).

Les 1924 véhicules gérés sont affectés à 75 % pour les régions en 1982 la proportion était de 61 % ce qui dénote l'effort entrepris pour la consolidation des régions.

ANNEE	ADMINISTRATION CENTRALE	ADMINISTRATION REGIONALE	TOTAL
1982	657 Véhicules	1285	1942
1983	498	1426	1924

Il est à préciser également qu'un crédit de 90.000 D a été consacré à l'équipement des parcs régionaux.

Le nombre des accidents de la circulation, 221 cas, a diminué de 12 par rapport à 1982.

DIRECTION DE L'INSPECTION

DIRECTION DE L'INSPECTION

Au cours de l'année 1983, la Direction de l'Inspection a procédé :

1) A l'étude de nombreux dossiers relatifs à la Gestion des Organismes Sous-tutelle (assainissement de la situation financière et fiscale - Analyse des Bilans et comptes annexes - Examen des prévisions budgétaires etc.....).

2) A de nombreuses enquêtes et inspections normales ou approfondies (65), touchant la gestion des Coopératives de Services, des U.C.P., des Services Administratifs et des Etablissements d'Enseignement Agricoles.

3) A l'examen de dossiers de litiges entre Organismes ou entre services et particuliers.

4) A de nombreuses enquêtes sur l'utilisation des véhicules administratifs, les accidents de la circulation, ainsi que sur la vérification des règles d'avances et des parcs automobiles des CRDA.

5) A l'étude de nombreux dossiers relatifs, notamment au Fonds National de Garantie - Fonds de Coopération et de Mutualité - Caisse Générale de Compensation - Réforme Administrative.

6) A l'élaboration en liaison avec la Direction des Affaires Foncières et Législatives, de projets de textes relatifs aux Statuts d'Organismes Coopératifs, de Groupements Interprofessionnels etc.....

7) Participation à des réunions Inter-départementales relatives à des questions d'intérêt commun et à des commissions ad-hoc (Audit - Inspection).

En outre, la Direction a assuré la représentation du Département aux réunions des Conseils d'Administration et à celles des Assemblées Générales des Organismes sous-tutelle.

SOUS - DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT AGRICOLE

SOUS - DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT AGRICOLE

1/ GESTION DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION / HYDRIQUE / :

Pour lutter contre la pollution des eaux souterraines, ressources fort limitées du pays, on a pu identifier les actions suivantes :

- Le recyclage d'effluent urbain notamment en ce qui concerne les conditions de réutilisation.
- L'étude de la mise en place d'un outil de contrôle de la qualité des eaux et des rejets.
- L'examen du projet de norme de rejet des effluents dans le milieu récepteur qui fait actuellement l'objet de discussions au sein de la Commission Nationale de l'Environnement présidée par le Chef de Cabinet du Premier Ministre.

D'autre part, le milieu rural étant le plus affecté compte tenu des conditions d'hygiène défectueuses, des mesures sérieuses ont été prises visant à réduire la pollution des eaux :

- Projet d'alimentation en eau potable, d'aménagement et de création de points d'eau ont été réalisés dans le cadre du développement rural.

Par ailleurs, le secteur de l'assainissement urbain a revêtu une attention particulière, ce qui a permis la construction d'une vingtaine de stations d'épuration et la diminution de la charge polluante du milieu naturel.

2/ LUTTE CONTRE LA POLLUTION MARINE /

/es actions ont été les suivantes :

- Contrôle des rejets d'hydrocarbures et d'autres matières polluante dans le golfe de Gabès.
- Etude sur le contrôle de la pollution industrielle et urbaine dans la mer et les organismes marins dans les zones de Tunis, des golfes d'Hammamet et de Gabès.
- Elaboration d'un programme de contrôle bactériologique du littoral.
- Mise au point d'un plan national d'urgence de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.
- Contrôle de la pollution par les hydrocarbures en Ashtart, Skhira et Bizerte.
- Participation de la Tunisie au Programme d'Action pour la Méditerranée dans les projets pilotes financés par le P.N.U.E.
- Ratification par la Tunisie de plusieurs conventions internationales et régionales et protocoles.
- Mesures pratiques et urgentes pour éviter les dangers de la pollution occasionnée dans une région poissonneuse et touristique (présoutage du navire et enlèvement de l'épave).
- Participation aux réunions, sorties et rapport relatif à la première dépollution en Tunisie de la plage Ras Lajola suite à l'échouage du navire italien SINNI en Janvier 1984.
- Réunions relatives à l'échouage du Tarpon Sentinei (Grec) à El Rimel.
- Création d'un sous-comité dans le cadre de la commission du droit de la mer qui a examiné deux projets de loi et un projet de décret relatif à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures.
- Réunion relative à l'organisation du sauvetage en mer (à la Marine Marchande en Juin 1983).

3/ PRESERVATION DE LA FAUNE, DE LA FLORE ET DES PARCS NATIONAUX ET / DES ZONES HUMIDES /

Durant la dernière décennie quatre parcs nationaux (les 1 les Zembra et Zembretta ; les parcs de l'Ichkeul, chambi et Bou Hedma) ont été créés et des travaux d'aménagement ont été réalisés. Des réserves de faune ont été aménagées pour protéger les cerfs de Berberie et les gazelles.

Sept zones humides constituant des habitats pour les oiseaux d'eau ont fait l'objet d'observation et de gardiennage. Tout un programme de protection de la faune et de la flore sauvages a été réalisé durant les 4 dernières années.

Pour la faune marine, seul le phoque est protégé par une loi tunisienne, les autres espèces en voie de disparition sont protégées par les conventions internationales.

L'essence du droit de chasse fait l'objet d'une surveillance continue par les brigades de chasse. Toute ces activités ont été menées de front par la Direction de la forêt avec le concours de la Sous-Direction de l'Environnement.

Plusieurs sorties sur le terrain sont également programmées pour se rendre compte des problèmes liés à l'écosystème fragile du lac Ichkeul.

4/ PROJET D'ETUDE D'IMPACT SUR L'ICHKEUL /

Deux experts français Mr TAMISSIER et Mr BREDIN sont mis à la disposition du Ministère de l'Agriculture pour effectuer un programme de recherche ayant pour but de déterminer le rôle respectif des exigences comportementales de l'avifaune hivernante et les paramètres du milieu dans les stratégies d'occupation de l'espace du lac Ichkeul.

D'autre part Mr Cohen de Lara a effectué plusieurs missions en Tunisie en vue de définir la faisabilité des aménagements compensatoires en particulier celle du barrage écluse sur l'Oued Tinja.

Quant à l'équipe anglaise sous la Direction de Mr Hallis, elle a élaboré le modèle hydrologique de la région d'Ichkeul et un rapport sur la faisabilité de l'écluse sur l'Oued Tinja.

5/ PROJET : ETUDE D'IMPACT DU NORD-OUEST DE LA TUNISIE /

(Coopération franco-Tuniso-Yougoslave).

//e Nord-Ouest de la Tunisie, château d'eau et grenier du pays fera l'objet d'un schéma d'aménagement du territoire et de projets de développement dont les plus importants pourraient être :

- Un complexe industriel portuaire à Cap Serrat.
- L'exploitation d'une mine de phosphate à Sra Ouertane qui sera reliée par une voie ferrée à Cap Serrat.
- Un complexe sucrier à Bou Salem
- Un complexe touristique à Tabarka et à Ain Draham.
- La construction d'un aéroport à Tabarka etc...

Des réunions des groupes de travail à la D.A.T. (équipement) ont eu lieu et le projet se poursuit.

6/ PROJET DE FORMATION "DEVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT" /

(Coopération Tuniso-Française)

OBJET DU PROJET / : Maitriser la croissance par une prise en compte de la dimension environnementale, c'est-à-dire une gestion des ressources naturelles et humaines pour aller vers un développement complet de l'homme.

Pour cela il faut :

a) Mettre en oeuvre un programme de formation de haut niveau (Maîtrise et doctorat "Développement intégré et environnement).

b) Faire prendre conscience à ces cadres, grâce à une démarche fondée sur l'intersectorialité, la pluridisciplinalité et la globalité qu'ils se meuvent dans un contexte naturel et humain spécifique et dynamique et qu'ils peuvent être ainsi des participants dans la recherche d'injustices dues au développement.

Plusieurs missions françaises en Tunisie ont été effectuées pour la mise en place des structures nécessaires à cette formation.

7/ AMENAGEMENT DU LAC DE TUNIS /

* Participation de la Sous-Direction aux réunions relatives à la création d'un comité du droit de la mer et d'un comité pollution du milieu marin et recherche scientifique.

* Participation à la réunion sous la présidence de Monsieur le Ministre de l'Agriculture en Septembre 1983 relative à l'étude d'impact et recherche sur le lac de Tunis.

8/ PROJET DU P.PNUÉ : (Programme des Nations Unies pour l'environnement /

Lors de la réunion organisée en Tunisie par le PNUÉ et l'UION en 1977, le Ministre de l'Agriculture avait offert d'accueillir un centre d'activités régionales qui aurait pour tâche de coordonner, dans le cadre du plan d'Action pour la Méditerranée P.A.M, les activités relatives aux zones protégées.

De plus l'UION, agence d'exécution de ce projet devait désigner un expert habilité à assister les services compétents tunisiens pour la mise au point d'un programme de travail à savoir la Sous-Direction de l'Environnement, chargé de coordonner le Plan d'Action pour la Méditerranée au sein du Ministère de l'Agriculture et point focal tant pour le Plan Bleu que le PAP et l'INSTOP proposé comme centre National Tunisien pour abriter ce projet.

Une mission d'experts du PAP, a également effectué en fin de
en Mai 83 une enquête pour l'élaboration d'un répertoire des Institutions
et des experts méditerranéens dans les domaines suivants : ressources
en eaux aquaculture, énergies renouvelables, protection des sols, tourisme
et établissements humains.

9/ ACTIVITES DIVERSES /

- a) Célébration de la Journée mondiale de l'Environnement
5 - 6 Juin 1983 El Haouaria - Festival de l'épervier.
- b) Célébration de la fête de l'arbre concrétisée par des
réunions de sensibilisation du public à la fête de l'arbre, émissions
radio-télévisées, concours de poèmes et de dessins relatifs à l'arbre).
- c) Visite de l'Ichkeul (15 Octobre) ; Participation au
séminaire de Béja des 9 et 10 Septembre 83.
- d) Séminaire National de Formation en matière d'éducation
relative à l'Environnement (Hammamet Décembre 1983)
- e) Participation aux commissions d'homologation des pesticides.
- f) Commissions relatives à la normalisation et à la propriété
industrielle.
- g) Commissions pour la lutte contre les insectes et les mouches
- h) Réunions relatives à l'usine fermée de Sousse
- i) Coordination pour le reboisement dans l'El Medjerda.
- j) Coordination du Projet IPAL (PNP-OMC-CC) Désertification
avec l'IRA Medenine.
- k) Etude de dossiers et sorties sur le terrain concernant
l'exploitation des carrières.

10/ MISSIONS EFFECTUEES EN 1983 /

- Participation de Mme Laccar à la réunion du Bureau des
parties contractantes à la convention de Barcelone pour la protection
de la Méditerranée contre la pollution (2 - 11 - 83) à Athènes.

- Participation de Mme Laccar à la réunion du Bureau
des parties contractantes (Athènes - 7 Avril 1983)

La Tunisie a été élue rapporteur général .

- Participation à "Océano Expo" à Bordeaux
- 3ème réunion des parties contractantes à la convention pour la protection de la Méditerranée contre la pollution (Dubrovnik 28 - 3 - 83).

11/ PROGRAMME POUR 1984 /

a) Projet d'étude des limicoles dans les zones intertidales du Golfe de Gabès 23 Janvier 20 Mars.

b) Projet de coopération culturelle pour la mise en place simultanée des deux structures d'accueil et d'information du public en matière de conservation de la nature.

3) Poursuite des projets en cours.

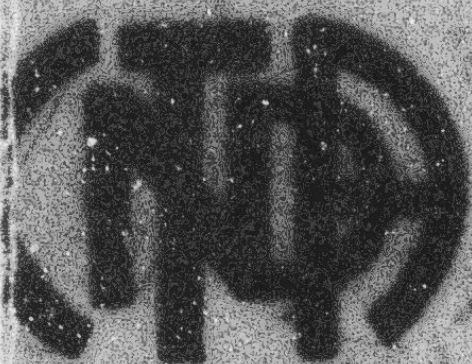
SOUS-DIRECTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

SUITE EN



F

2



Microfiche N°

05878

Republique Tunisienne

Ministère de l'Agriculture

Centre National de

Documentation Agricole

Tunis

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 2

SOUS-DIRECTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Dans le cadre de ses attributions et en plus de la participation aux réunions importantes des organisations internationales notamment la FAO et le PAM, la C.E.E., l'O.A.D.A. (Organisation Arabe de Développement Agricole), la Sous-Direction en collaboration avec les Directions et Organismes relevant du Ministère de l'Agriculture a pris une part active aux travaux des Commissions Mixtes de Coopération Economique et Technique.

Pour mieux détecter les diverses activités entreprises par la Sous-Direction de la Coopération Internationale au titre de l'année 1982/83 il faut procéder par décrire les différents travaux qui ont été effectués dans le cadre de la coopération bilatérale d'une part et la coopération multilatérale d'autre part.

A) COOPERATION BILATERALE /

1) - Coopération Tuniso-Américaine :

a) - PL 480 Titre I

1°) Un premier accord a été signé le 18 Mai 1982 pour 10 Millions de dollars soit 57.000 Tonnes de céréales.

2°) Un deuxième accord a été signé le 4 Juin 1983 pour 10 Millions de dollars soit 75.000 Tonnes de blé.

3°) Un accord complémentaire qui a été signé le 1er Juillet 1983 pour 3 Millions de dollars soit environ 7.000 Tonnes d'huile de Soja.

b) Projet de Recherche Agricole :

Le document du projet a été signé le 30 Juillet 1983.

Le coût total du projet s'élève à 2.816.000 Dollars Américains.

La contribution Américaine est de 1.500.000 Dollars E.D.

2) Coopération Tunisie-Française :

La Commission Mixte Tuniso-Française s'est tenue à Tunis du 6 au 8 Octobre 1983.

La réunion du Groupe de réflexion Tuniso-Français "Recherche Scientifique" s'est tenue à Tunis les 28 et 29 Septembre 1983.

Les travaux de ces deux réunions ont abouti aux recommandations suivantes :

- X Poursuivre le soutien à l'enseignement et à la recherche (Coopérante enseignants, bourses d'études et de stage, échanges de documentation appui logistique aux établissements de formation et de recherche.
- X Développement de la Production ovine dans le Nord du Pays.
- X Etude des systèmes de production à dominante céréalière dans la zone intermédiaire.
- X Multiplication des semences maraichères.
- X Développement de l'Arboriculture fruitière dans la zone des hauts plateaux.

NB : Les requêtes de ces projets ont été transmises officiellement au Ministère du Plan et des Finances par note n° 453 du 8 Novembre 1983.

3) Coopération Tuniso-Ouest Allemande :

Les projets suivants sont programmés et approuvés par le Ministère du Plan et seront présentés à la prochaine Commission Mixte qui se tiendra à Tunis du 12 au 14 Mars 1984.

A) Assistance Financière :

- 1) Plan Directeur des Eaux du Nord : Raf-Raf, Ras Djebel
- 2) Plan Directeur des Eaux du Sud : Rénovation des Oasys de Gafsa.

B) Assistance Technique :

- 1) Protection à long terme de la retenue du barrage Sidi-Salem
- 2) Développement de l'exploitation halieutique.
- 3) Intensification de l'élevage caprin
- 4) Conseiller forestier
- 5) Centre de Formation Agricole El Kantara
- 6) Prolongation du projet "Encouragement des Techniques de Pêche y compris la pêche hautière.
- 7) Encouragement de l'Apiculture à Sejenane.

- 8) Formation de la Production Fruitière
- 9) Développement du Nord-Ouest
- 10) Régénération des puits vétustes
- 11) Centre de Perfectionnement et de Recyclage de Bou-Salem
- 12) I.N.R.A.T : Renforcement des Recherches en cryptogamie et Bactériologie
- 13) Station de maintien des variétés et de production des semences maraîchères.

4) Coopération Tuniso-Italienne :

Le Ministère de l'Agriculture a proposé au financement Italien les projets d'Assistance Technique et financière suivants :

- Projet de Développement Agricole intégré et de lutte contre la désertification, dans la Région de Mefzaoua.
- Projet d'acquisition de 2 soudeuses hydrauliques.
- Création d'un Centre de Formation dans le domaine du machinisme à Kairouan (Sidi-Saad).
- Projet d'assistance à l'arboriculture fruitière
- Projet de forestation productives dans les terres marginales de l'O.T.D.
- Projet d'amélioration de la productivité de l'huilerie tunisienne
- Projet d'irrigation O.T.D.
- Projet d'amélioration de la protection phytosanitaire de l'olivier en Tunisie.
- Etude technique pour la production de raisin de table
- Assistance - Pêche - Achat de chalutiers
- Assistance à la Société Mixte.

5) Coopération Tuniso-Espagnole :

La réunion de la Commission Mixte Tuniso-Espagnole s'est tenue à Tunis du 14 au 19 Janvier 1984.

Les champs d'action de la Coopération Espagnole dans le domaine de l'Agriculture et de Pêche touchent les projets suivants :

- Elaboration d'une étude et réalisation d'une unité pilote pour le traitement des sous produits de l'olivier.
- Projet de développement rural intégré (réalisation d'un certain composante eau potable).
- Formation des cadres supérieurs dans les domaines des forestiers et de l'irrigation.
- Collaboration dans le domaine de la sélection et production animale.

6) Coopération Tuniso-Britannique :

La Commission Mixte Tuniso-Britannique s'est tenue à Tunis les 20, 21 et 22 Avril 1983.

La Coopération Tuniso-Britannique intéresse les domaines suivants :

- Enseignement et Recherche, Formation post-Universitaire notamment dans le secteur de l'élevage et machinisme.
- Recherche et développement d'élevage bovin et mise en place d'une ferme pilote.
- Projet de recyclage fiente de volaille, ce projet sera présenté par la partie Britannique à la C.E.E. pour financement. Pour son financement dans le cadre du fonds réservés au projet recherche et développement.

7) Coopération Tuniso-Turque :

La Commission Mixte Tuniso-Turque s'est tenue à ANKARA (Turquie) les 23, 24 et 25 Mai 1983.

Les deux parties ont convenu ce qui suit :

- L'implantation en Tunisie d'une ferme pilote pour la culture de coton.
- Une mission s'est déplacée à Tunis du 21 au 29 Juin 1983.
- L'identification d'un programme de développement de la culture de pistachier en Tunisie.
- L'Echange de délégation de responsables agricoles de haut niveau en vue d'élargir la Coopération dans le domaine agricole.

8) Coopération Tuniso-Suédoise :

- Projet de lutte contre la desertification dans la plaine de Gammouda et la région de Michria - Sidi Bouzid.

L'Accord particulier de Coopération de Développement relatif au projet a été signé à Tunis le 24 Août 1983 qui portera sur un montant de 4 Millions de couronnes Suédoises..

- Projet d'eau potable de Zaghouan il s'agit de la création de 25 à 35 puits à pompes manuelles. Ces puits sont implantés dans les régions d'Ernadhour et d'Ei Fahs (Gouvernorat de Zaghouan) ce projet pilote permettrait de ravitailler les populations rurales locales en eau potable.

9) Coopération Tuniso-Bulgare :

Au cours de la 9ème session de la Commission Mixte Tuniso-Bulgare de Coopération Economique Scientifique et Technique qui a eu lieu à Tunis du 1 au 4/11/ 1983 et suite aux échanges de missions de prospection au niveau des experts des deux pays dans le domaine agricole, les deux parties ont manifesté l'intérêt de développer la Coopération dans les secteurs suivants :

Production Végétale :

- Développement de l'arboriculture fruitière et notamment les arbres à pépins (pommiers, et poiviers).

- L'implantation en Tunisie d'une ferme pilote pour la culture de coton.
- Une mission s'est déplacée à Tunis au 21 au 29 Juin 1983.
- L'Identification d'un programme de développement de la culture de pistachier en Tunisie.
- L'Echange de délégation de responsables agricoles de haut niveau en vue d'élargir la Coopération dans le domaine agricole.

8) Coopération Tuniso-Suédoise :

- Projet de lutte contre la desertification dans la plaine de Gammouda et la région de Hichria - Sidi Bouzid.

L'Accord particulier de Coopération de Développement relatif au projet a été signé à Tunis le 24 Août 1983 qui portera sur un montant de 4 Millions de couronnes Suédoise..

- Projet d'eau potable de Zaghouan il s'agit de la création de 25 à 35 puits à pompes manuelles. Ces puits sont implantés dans les régions d'Ennadhour et d'El Fahs (Gouvernorat de Zaghouan) ce projet pilote permettrait de ravitailler les populations rurales locales en eau potable.

9) Coopération Tuniso-Bulgare :

Au cours de la 9ème session de la Commission Mixte Tuniso-Bulgare de Coopération Economique Scientifique et Technique qui a eu lieu à Tunis du 1 au 4/11/ 1983 et suite aux échanges de missions de prospection au niveau des experts des deux pays dans le domaine agricole, les deux parties ont manifesté l'intérêt de développer la Coopération dans les secteurs suivants :

Production Végétale :

- Développement de l'arboriculture fruitière et notamment les arbres à pépins (pommiers, et poiviers).

- Elevage Ovin :

- Implantation d'unité d'élevage ovin laitier de 2000 brebis mères dans l'une des fermes de l'OEP. La partie Tunisienne a proposé le détachement de deux experts Bulgares dans le cadre de l'Assistance Technique pour l'identification de ces projets.

10) Coopération Tuniso-Togolaise :

Suite à la visite officielle effectuée par Monsieur : SAMON KORTHO, membre du Comité Centrale du rassemblement du peuple Togolais, Ministre de l'Aménagement rural de la République Togolaise en Tunisie du 30 Mars au 3 Avril 63 les deux parties sont convenues de ce qui suit :

1°) Assistance en matière d'identification de projets :

Il est prévu qu'une mission pluridisciplinaire d'experts Tunisiens se rendra en mission de courte durée en République Togolaise afin de contribuer avec leurs homologues Togolais à l'identification des projets dans les domaines suivants :

- Petits aménagements et irrigation
- Pêche artisanale
- Culture maraîchères
- Environnement et Protection de la faune et de la flore.

2°) Assistance en matière de Formation :

- Formation de cadre techniques de base (Adjoint Techniques et Techniciens Supérieurs).
- Accueil de stagiaires togolais pour une période de courte durée.
- La partie Tunisienne met à la disposition de la partie Togolaise deux bourses d'études pour la formation de cadres supérieurs l'un en génie rural et l'autre en médecine vétérinaire.

3°) Assistance Technique :

Envoi d'experts et de techniciens au Togo (Mission de longue durée)

4°) Echange Commerciaux :

La partie Togolaise va assurer l'écoulement des vins Tunisiens sur le marché Togolais, à cet effet les deux parties vont étudier la possibilité de création d'une société mixte de mise en bouteille de vins Tunisiens à Lomé pour couvrir les besoins du Togo et de la région.

11) Coopération Tuniso-Omanaise :

Suite à la visite officielle effectuée par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche Omanais en Tunisie du 15 au 21/5/83 la partie Omanaise a manifesté le désir de bénéficier de l'expérience Tunisienne dans les domaines suivants :

1°) Cultures Maraichères

2°) Médecine Vétérinaire

3°) Hydrogéologie

4°) Pêche

et ce par le détachement d'experts Tunisiens pour l'identification et la mise en place des projets de développement agricole du pays et l'échange des résultats de recherche.

D'autre part la partie Omanaise a exprimé des besoins en semences et plants sélectionnés (plants d'agrumes, plants fruitiers et forestiers, semences céréalières et fourragères) et la Coopérative Centrale des semences et plants sélectionnés a été chargée de la concrétisation de cette opération.

12°) Coopération Tuniso-Koweïtienne :

A l'occasion de la visite du Cheikh Ibrahim Duayl ASSOBAN Directeur Général de l'Office National de l'Agriculture et de la Pêche du Koweït effectuée en Tunisie du 27 au 29/12/ 1983 une réunion de travail a eu lieu entre les deux délégations Tunisienne et Koweïtienne à l'issue de laquelle les deux parties ont manifesté leur souhait de renforcer davantage la Coopération dans les domaines suivants :

- 1°) Projet communs des investissements Agricoles
- 2°) Contribution du secteur privé Koweïtien dans le développement agricole.
- 3°) Coopération Technique.

Les deux parties se sont convenues de renforcer d'avantage l'échange d'expérience des informations Techniques et Scientifiques dans le domaine agricole des cultures.

- Vulgarisation
- Recherche et santé-animale

Par ailleurs la partie koweïtienne a emis le vœux de bénéficier des services de certains experts tunisiens sous forme de missions de courte et de longue durée dans les domaines ci-après.

- Production animale
- Médecine Vétérinaire
- Economie Rurale et planification agricole.

B) COOPERATION MULTILATERALE /

1) Coopération Tunisie-C.E.E. /

La C.E.E. a mis à la disposition de la Tunisie un montant global de 139 Millions d'Ecus pour le financement des projets destinés à contribuer au développement social et économique du pays.

Ce montant est réparti comme suit :

× 78 Millions d'Ecus sous forme de prêts de la Banque Européenne d'Investissement.

× 61 Millions d'Ecus sur le Budget de la C.E.E. dont :

24 Millions sous forme de prêts à conditions spéciales

37 Millions sous forme d'aide non remboursable.

2) Coopération avec l'Organisation Arabe pour le Développement / Agriculture F.A.O. /

Le Ministère de l'Agriculture a participé aux travaux des réunions suivantes :

- 15ème session du comité des pêches - Rome du 10 au 19 Octobre 83.

16^{ème} session du comité des programmes d'Aide Alimentaire qui s'est tenue à Rome du 20 au 28 Octobre 1983.

- 22^{ème} session de la conférence générale de la F.A.O. qui a eu lieu à Rome du 5 au 24 Novembre 1983, une importante délégation a participé aux travaux de la dite réunion conduite par Monsieur le Ministre;

- 83^{ème} session du Conseil de la FAO à Rome du 13 au 24 Juin 1983.

Au cours de cette session il a été établi en vertu du paragraphe I de l'article VI de l'acte constitutif de l'organisation, les commissions suivantes :

- Commission régionale de l'Agriculture au Proche - Orient
- Commission régionale des Politiques Économiques et Sociales au Proche-Orient.

Commission des Ressources Phytogénétiques.

L'Adhésion de la Tunisie a été demandée à la Commission FAO des Forêts pour le Proche-Orient.

Les projets suivants ont été présentés à la FAO pour financement

- Projet de Renforcement des cellules territoriales de Vulgarisation (C.T.V.).
- Projet de Recherches sur l'entomologie et bioforestière pour la lutte intégrée contre les insectes attaquant les forêts Tunisiennes.
- La Tunisie a participé à une réunion de travail sur l'accroissement de la Production Agricole dans les petites et grandes exploitations (Hongrie Juin 1983), dans le cadre d'un projet T.C.P. 2303.

Projet RAB - 79-027 Amélioration de la production Oléicole.

Au cours de l'année 1983, l'Appui dont la Tunisie a bénéficié se resurce en la participation aux différents séminaires, cours, Consultations et réunions organisées par le projet.

Il est à noter qu'un programme similaire a été proposé au projet régional pour la prise en charge au titre de l'année 1984.

La FAO a organisé en Tunisie plusieurs stages dans différents domaines tel que forêts, Vulgarisation, Viticulture, Pêches, Fixation des dunes, palmiers dattiers, Pomme de terre, etc...).

II P.A.M. /

- Les projets suivants ont été retenus par le PAM.
- Projet PAM TUN 2655 "Développement de la Pêche Côtière"
- La Contribution du PAM est de 1.255.000 \$ EU.
- Projet PAM TUN 2692 "Développement de l'Arboriculture".

Ce projet a été approuvé lors de la 16^{ème} session du Programme d'Aide Alimentaire du PAM.

La contribution du PAM au titre de ce projet est de 14 407.000 \$ EU

III A.I.E.A. /

- Projets approuvés en 1983 par l'Agence.
- Projet Régional RAF-B- 007 Ressources en Eau

Ce projet a pour durée 3 années et comprend l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

- Projet application des techniques nucléaires en Agriculture-TUN 5 - 007.

DIRECTION DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE

DIRECTION DE LA PRODUCTION VEGETALE

Sous-Direction des Grandes Cultures et des Cultures Industrielles

En matière de Grandes Cultures les actions entreprises ont porté sur :

I - Préparation et organisation des Campagnes de Grandes Cultures

Pour chaque campagne et suffisamment à l'avance le Service concerné organise des réunions à l'échelle centrale et régionale, afin de prendre les dispositions nécessaires et les mesures adéquates, pour une meilleure production et un approvisionnement régulier des agriculteurs en intrants et services.

1) Campagne Céréalières

Les réalisations des emblavures ont porté sur 520.400 Ha dans le Nord et 572.600 Ha dans le centre-sud soit une superficie totale (blés, orge et triticales) de 1.393.000 Ha.

Plusieurs notes de conjoncture ont été préparées en cours de campagne pour faire le point de la situation et se sont terminées par un bilan de la campagne.

2) Campagne des légumineuses à graines

La production des légumineuses alimentaires a été estimée à 546.700 qx sur 85.900 ha environ.

3) Campagne Betteravière

Cette campagne a été perturbée par les mauvaises conditions climatiques qui ont provoqué un retard dans l'exécution des travaux de préparation du sol et de semences.

Les prévisions d'emblavures pour la campagne 1983-84 ont été fixées à 5.157 Ha dont 3.078 Ha à Jendouba, 1.096 Ha à Sfax et 993 Ha à Bizerte.

4) Campagne engrais et semences

a) Engrais

L'approvisionnement en engrais a fait l'objet d'une réunion organisée le 22 Avril 1983 avec toutes les parties concernées.

Au cours de cette réunion il a été procédé à l'examen du bilan de la campagne 1982-83 et la programmation de la campagne 1983-84.

Des difficultés ont été rencontrées au niveau de l'approvisionnement régional (non respect du planning d'approvisionnement, transport à partir de Sfax) et au niveau de l'importation d'ammoniac.

La campagne super triple a été bonne dans l'ensemble. Les distributions ayant accusé une augmentation de l'ordre de 25 % par rapport à la campagne précédente. Pour le super 16 %, il faut souligner que la consommation est toujours en régression ce qui répond à nos objectifs en matière de fertilisation phosphatée (substitution du super 45 ou super 16).

Les besoins en engrais au titre de la campagne 1983-84 ont été arrêtés pour toutes les cultures.

De nombreuses réunions ont eu lieu dans le cadre du suivi de cette campagne, en vue d'aplanir les difficultés enregistrées.

b) Semences certifiées de céréales

La campagne s'est déroulée sans difficultés et les semences ont été mises en place dans les délais opportuns. Néanmoins on a enregistré une diminution dans la production de ces semences due aux mauvaises conditions climatiques et notamment à la sécheresse du printemps 1983.

5) Campagne de désherbage chimique

Les superficies céréalières désherbées au titre de la campagne 1982-83 s'élèvent à 204.779 Ha dont 82.862 Ha aux polyvalents et 121.947 Ha 2-4-D.

Les prévisions fixées à 285.000 Ha n'ont pu être atteintes par suite de la sécheresse du printemps et du retard des semis.

Concernant la campagne 1983-84, il est prévu le désherbage chimique de 305.000 Ha si les conditions climatiques s'y prêtent bien.

II - Vulgarisation et formation

En matière de vulgarisation, les activités du service de la Production ont porté principalement sur l'organisation de journées d'information et de visites commentées ainsi que sur l'installation d'un réseau de parcelles de démonstration et de techniques culturales.

1) Journées d'information

Deux séries de journées d'information ont été organisées, au profit des techniciens responsables des grandes cultures dans les 8 gouvernorats du Nord.

Les thèmes traités au cours de ces journées ont été les suivantes :

La préparation du lit de semence, la fertilisation le choix variétal, les dates de semis ainsi que l'organisation de la campagne et l'approvisionnement en intrants.

Le désherbage chimique, l'apport d'azote au tallage et l'installation des cultures de printemps tel que le pois-chiche, l'haricot le maïs et le sorgho.

2) Visites commentées

Il a été organisé en collaboration avec la Division Technique de l'Office des Céréales du 3 au 24 Mai 1983, 10 grandes journées de visites commentées.

Les journées ont été répercutées par les chefs des C.T.V. au niveau local, en vue de toucher le maximum d'agriculteurs.

3) Parcelles de démonstration et de techniques culturales

Un grand nombre de parcelles de démonstration et de techniques culturales ont été installées chez des petits et moyens exploitants. Elles se répartissent comme suit :

- Céréales : 130 parcelles de démonstration pour une superficie totale de 390 Ha, et 51 parcelles de techniques culturales de 1 Ha chacune.
- Légumineuses : 97 parcelles de démonstration pour une superficie totale de 261 Ha et 22 parcelles de techniques culturales d'un Ha chacune.
- Cultures Industrielles : - Betterave à sucre : 16 parcelles de démonstration (32 Ha) et 8 parcelles de techniques culturales (8 Ha).
 - Lin : 15 parcelles de démonstration.

Pour encourager l'installation de telles parcelles qui constituent un support logistique à la vulgarisation d'Administration fournit à l'agriculteur les semences, engrais et produits de traitement.

4) Formation :

Un programme de formation a été entrepris au cours de l'année 1983.

- Trois journées de démonstration pratique au profit des techniciens régionaux, la 1ère a porté sur le contrôle phytosanitaire des céréales et les méthodes utilisées pour l'estimation de la production céréalière. Les 2 autres journées ont porté sur l'utilisation du matériel betteravier particulièrement le matériel de préparation du lit de semence, de semis et d'entretien de la culture de la betterave à sucre.
- Projet de développement de la culture de la betterave à sucre

Dans le cadre de ce projet une convention pour la formation et le recyclage de 30 Techniciens et 90 agriculteurs a été établie entre la Direction de la Production Végétale et le Centre de Perfectionnement et de recyclage agricole de Bou-Salem. Cette formation porte sur 23 jours dont 8 pour techniciens et 15 pour agriculteurs.

- Projets des Pistes Agricoles

Concernant les 2 projets des Pistes Agricoles, le programme de formation ci-après a été réalisé. Il comporte :

- Des stages de formation aux techniques de la communication rurale et la méthodologie de la vulgarisation, au profit de 87 vulgarisateurs exerçant dans les zones d'influence du Projet.

Ces stages sont conduits par un Expert International en Communication rurale.

- Un stage de formation pour Ingénieurs portant sur le thème "Développement intégré au monde rural" s'est déroulé du 2 au 23 Octobre 1983 dans le Centre de Formation Professionnelle pour Adultes d'Aix-Vallabre en France.

- Des séminaires de suivi portant sur la présentation des fiches d'exploitation et l'établissement des méthodes de suivi du projet ont été également organisés avec le C.N.I.A.

III - Autres activités

La Sous-Direction des Grandes Cultures a participé au cours de l'année 1983, aux travaux des Commissions Techniques pour l'attribution des Grands Prix du Président de la République pour la promotion de la Céréaliculture et de la betterave à sucre, ainsi qu'à ceux relatifs au concours du meilleur céréaliculteur et du meilleur betteravier.

- Trois journées de démonstration pratique au profit des techniciens régionaux, la 1ère a porté sur le contrôle phytosanitaire des céréales et les méthodes utilisées pour l'estimation de la production céréalière. Les 2 autres journées ont porté sur l'utilisation du matériel betteravier particulièrement le matériel de préparation du lit de semence, de semis et d'entretien de la culture de la betterave à sucre.
- Projet de développement de la culture de la betterave à sucre

Dans le cadre de ce projet une convention pour la formation et le recyclage de 30 Techniciens et 90 agriculteurs a été établie entre la Direction de la Production Végétale et le Centre de Perfectionnement et de recyclage agricole de Bou-Salem. Cette formation porte sur 23 jours dont 8 pour techniciens et 15 pour agriculteurs.

- Projets des Pistes Agricoles

Concernant les 2 projets des Pistes Agricoles, le programme de formation ci-après a été réalisé. Il comporte :

- Des stages de formation aux techniques de la communication rurale et la méthodologie de la vulgarisation, au profit de 87 vulgarisateurs exerçant dans les zones d'influence du Projet.

Ces stages sont conduits par un Expert International en Communication rurale.

- Un stage de formation pour Ingénieurs portant sur le thème "Développement intégré au monde rural" s'est déroulé du 2 au 23 Octobre 1983 dans le Centre de Formation Professionnelle pour Adultes d'Aix-Valabre en France.

- Des séminaires de suivi portant sur la présentation des fiches d'exploitation et l'établissement des méthodes de suivi du projet ont été également organisés avec le C.N.E.A.

III - Autres activités

La Sous-Direction des Grandes Cultures a participé au cours de l'année 1983, aux travaux des Commissions Techniques pour l'attribution des Grands Prix du Président de la République pour la promotion de la Céréaliculture et de la betterave à sucre, ainsi qu'à ceux relatifs au concours du meilleur céréaliculteur et du meilleur betteravier.

Le Grand Prix du Président pour la promotion de la céréaliculture a été décerné au gouvernorat de Béja.

Quant à celui de la betterave à sucre, la commission technique n'a pas jugé utile de l'attribuer vu le peu d'efforts déployés durant la campagne 1982-83.

Enfin, dans le but de sensibiliser les agriculteurs, différents articles de presse ont été élaborés en matière de fertilisation, choix variétal, dates de semis et désherbage chimique pour les céréales. Des communiqués par radio et télévision ont été lancés aux agriculteurs pour les inciter à l'adoption d'une action ou d'une technique donnée.

Sous-Direction de l'Arboriculture

Les principales actions entreprises au courant de l'année 1983 ont porté sur :

1) L'exécution du Projet d'Assistance de l'Arboriculture fruitière (P.A.A.F.)

1-1 - Réalisations

Au moment de la rédaction de ce rapport, les plantations sont en cours de réalisation. Toutefois et malgré certaines difficultés les réalisations s'annoncent bonnes et atteindront dans l'ensemble les prévisions.

1-2 - Programme d'actions pour 1984 :

Les actions pour 1984 ont été arrêtées compte-tenu de l'appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

2) L'exécution du Projet de Reconversion et d'Amélioration de la Productivité de l'Olivier à Huile (PRAPO) :

2.1 - Réalisation :

Les conditions climatiques de l'année 1983 ayant été favorables à l'olivier une certaine réticence de la part des agriculteurs a été rencontrée concernant les opérations de Régénération et d'arrachage. Toutefois les prévisions en matière de plantation seront certainement atteintes.

2-3 - Programme d'actions pour 1984

L'année 1984 verra à partir du 2^e semestre, l'intervention du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

3) Projet de Développement de l'Olivier de Table

Le projet a démarré depuis 1981, dans le cadre du Programme de création de C.T.V. Pilotes et de développement des crédits supervisés.

4) Projet de Rajeunissement de l'arboriculture Sénile (P.R.A.S.) :

Le projet se propose d'entreprendre deux grandes actions en vue de rajeunir les vieilles plantations d'arbres fruitiers et d'améliorer la productivité des plantations existantes.

4-1 - Réalisations :

A part le poste arrachage qui, pour des raisons climatiques favorables à l'arboriculture fruitière, a été différé par les agriculteurs tous les autres facteurs ont accusé un taux de réalisation normal.

4-2 - Programme d'actions pour 1984 :

Pour 1984, il a été programmé les actions suivantes :

- Arrachage de plantations séniles sur 3.000 Ha
- Replantation de vergers déjà arrachés 1.000 Ha
- Démonstration des techniques de taille sur 400 Ha
- Amélioration de l'état phytosanitaire sur 200 Ha
- Formation de la main d'oeuvre spécialisée 80 chantiers
- Entretien des parcelles de démonstration existantes et qui sont au nombre de 120

5) Elaboration d'une étude sur la participation du PAM :

Afin d'atteindre les objectifs du VI^e Plan en matière de plantation dans le cadre du PAAF et du PRAPC une requête a été adressée au PAM sollicitant son intervention.

Les besoins en raisons alimentaires familiales se sont élevés à 22 millions. La requête a fait l'objet de discussion au niveau d'une Commission de formation désignée par le PNAD. Le protocole d'accord sera signé début 1984 pour être opérationnel au cours du 2^e semestre.

6) Etude des Oliveraies du Kef, Kairouan et Médénine :

Une étude portant sur les oliveraies du Kef, de Kairouan et de Médénine a été élaborée afin de les faire profiter d'une extension du PRAPO à partir de 1984.

7) Recyclage des Techniques Régionaux :

Afin d'initier les techniciens régionaux, des stages de recyclage ont été organisés à Sidi Thabet, Jemmal et Boughrara.

8) Formation de main d'œuvre spécialisée :

Les techniciens ont été appelés, en collaboration avec les maîtres-taillieurs, à encadrer les élèves stagiaires en matière de taille et de greffage des oliviers et des autres fruitiers.

La liste nominative des stagiaires diplômés par région et localité a fait l'objet d'un document qui a été diffusé auprès de tous les C.R.D.A. et Offices. 863 diplômes ont été délivrés (sur un total de 9332 candidats).

9) Activités diverses :

- Organisation en collaboration avec les Services Régionaux, de concours pour le choix des meilleurs producteurs en matière de :

- Raisins de table
- Dattes
- Agrumes
- Fruitiers à noyau

- Participation aux travaux de la Commission Nationale Consultative de la Viticulture et de la Commission d'Attribution des Crédits dans le cadre du fond de Reconversion du Vignoble.

- Participation aux réunions de l'Institut de la Normalisation et de la Propriété Industrielle.

Sous-Direction des Cultures Maraîchères :

Ce suivi des campagnes maraîchères, outre la collecte des données relatives aux surfaces réalisées porte sur le recensement des pépinières "contrôlées". La production de plants dans ces pépinières a été de :

109 millions de plants de tomate

et 112 millions de plants de piment

représentant 27 % des besoins du pays contre 15 % en 1982. Ceci s'explique par l'extension des pépinières chez certains Offices et le GIL et le recours de plus en plus prononcé des agriculteurs à des pépinières. Cette formule est encouragée car elle permet d'introduire les nouvelles variétés et de contribuer à résoudre le problème de l'étalement de la production de certaines espèces.

1 - Assistance à la promotion de la production

La vulgarisation de terrain étant du ressort des Offices Régionaux, l'activité de ce service se limite à intervenir en cas de besoin soit par le biais de mass-média, soit en assistant les régions dans l'organisation des journées d'information sur des thèmes particuliers.

* C'est ainsi que plusieurs flashs ont été passés à la télévision et à la radio ayant pour thèmes notamment la lutte contre le mildiou de la pomme de terre, l'utilité de la prégermination des semences de pomme de terre, l'étalement des repiquages de la tomate de saison.

* Des journées spéciales ont été également organisées en collaboration avec la Sous-Direction de la Défense des Cultures et des Arrondissements à Ras Jebel, Soliman, Sous-Issebt, ayant pour thème également : les maladies de la pomme de terre, les moyens de lutte, le stockage traditionnel amélioré de la pomme de terre.

* En outre des parcelles de démonstration pour les cultures maraîchères et condimentaires en sec sont installées. Le nombre de ces parcelles a été en 1983 de 59 parcelles d'une superficie globale de 59 Ha. La valeur de l'aide en nature (engrais, pesticides, semences sélectionnée) aux agriculteurs bénéficiaires a atteint 3120 D.

* Enfin des stages et sessions de Recyclage ont été organisés pour les agents des bureaux régionaux des cultures maraîchères, dans le C.R.P.A. de Saïda. Le nombre des participants à ces stages étant de 60.

III - Divers :

* Dans l'optique de l'amélioration des services rendus aux agriculteurs par la fourniture en temps opportun des "semences" de pomme de terre, et pour limiter notre dépendance de l'étranger, un entrepôt frigorifique de 1500 tonnes a été construit à Soliman par la Sous-Direction dans le cadre d'un projet de coopération technique et financière avec le Gouvernement Canadien. Ce volet entre dans le cadre du projet pour la " promotion de la culture de la pomme de terre en Tunisie". Ce projet a permis également d'acquérir du matériel de vulgarisation et de déplacement destiné à 6 CTV et la construction de celles-ci.

L'activité de la Sous-Direction des Cultures Maraîchères comprend deux volets principaux :

- La programmation, l'organisation et le suivi des campagnes maraîchères.
- L'assistance technique aux producteurs.

I - Programmation, Organisation et suivi des campagnes maraîchères :

La programmation des campagnes maraîchères commence par la collecte des prévisions en matière de superficies et de productions à partir des arrondissements et de comparer ces prévisions par rapport à celles du VIème plan pour la même année.

Trois spéculations retiennent particulièrement l'attention :

- La pomme de terre
- La tomate de saison
- Les cultures sous serres

L'étude pour la réalisation d'un deuxième entrepôt frigorifique de 1500 tonnes également à Soliman a été achevée. De même que l'appel d'offres international et le dépouillement des offres. La réalisation de cet entrepôt est prévue pour l'année 1984.

* La Sous-Direction des Cultures Maraîchères assiste également les promoteurs désirant s'adonner à ce secteur. Les importateurs notamment ceux qui disposent de terrain sont incités à chaque fois à procéder localement à la multiplication quand cela est possible techniquement.

Sous-Direction de la Défense des Cultures :

1 - Phytopathologie - Nématologie - Malherbologie

L'activité du laboratoire de phytopathologie nématologie se résume en quatre rubriques :

1 - Emission d'avertissements agricoles : Cette tâche a pour but de détecter les parasites considérés dangereux sur les cultures, suivre leur évolution sur le plan biologique, localiser et délimiter les zones où un traitement s'avère nécessaire.

Les avertissements agricoles émis durant la campagne 82-83 sont au nombre de 17.

1-1 - Homologation des produits pesticides :

Les travaux du laboratoire ont abouti à l'homologation de nouvelles matières actives telle le Ridomil M pour combattre le mildiou de la pomme de terre, l'aliette pour combattre la gommose des agrumes

1-2 - Assistance aux organismes agricoles :

Cette assistance technique, comme celle prodiguée aux Offices des périmètres irrigués : OMIVAN - OMVVM - Office des Périmètres Irrigués de Gabès de Jendouba - de Nabeul porte essentiellement sur le contrôle régulier et périodique des cultures irriguées avec la vulgarisation de nouvelles techniques de protection de végétaux.

Parallèlement, le laboratoire a organisé des journées d'information ayant pour thème les maladies qui causent des dégâts appréciables faute de non intervention comme les mildious, les antrachnoset, la cloque, les oïdiums et autres. Il a également participé à plusieurs séminaires à Sidi Thabet (Mars 1983) et Chott-Mariem (Mai 1983).

2 - Travaux de Laboratoire :

Le laboratoire de phytopathologie est appelé souvent à faire le diagnostic des maladies sur des échantillons de plante qui lui sont confiés par les agriculteurs. Chaque analyse est suivi par des conseils pratiques relatifs aux parasites constatés. Pour l'analyse du sol et la détection des nématodes, le laboratoire a fait 74 analyses intéressant plusieurs cultures.

Sous-Direction de Contrôle des Semences et Plants

Les activités entreprises par la Sous-Direction de Contrôle des Semences et Plants se rapportent notamment aux contrôles effectués en vue de vérifier l'application de la législation en vigueur.

Ces activités se résument ainsi :

Certification des Semences Céréalières :

La certification des semences notamment celle du blé constitue l'activité principale du laboratoire. Elle a porté sur 1056 Ha de semences de base et 12877 Ha de semences certifiées destinées aux agriculteurs.

Suite aux inspections des champs de multiplication, les superficies agréées ont été de 941 Ha de semences de base et 12190 Ha de semences certifiées. L'agréeage définitif au Laboratoire a permis de certifier après analyse 16309 qx de semences de base ; 129098 qx de semences certifiées et 14111,9 qx de semences standards.

Le programme prévisionnel 1984 des semences céréalières destinées à la multiplication est le suivant :

- Blé dur : 10582 Ha
- Blé tendre : 6176 Ha
- Total B.D. + B.T. = 16759 Ha
- Orge Martini et céréa : 1100 Ha

Le contrôle à priori et à posteriori se faisait sur des parcelles d'essais de 5 m² à 80ja en vue de vérifier l'authenticité variétale des semences certifiées et celle à certifier ultérieurement a porté sur 310 parcelles correspondant à 181 échantillons semés sur champs.

Contrôle au Commerce :

Dans le cadre de ce contrôle au commerce plusieurs organismes ont fait l'objet d'un contrôle en vue de vérifier si les semences qu'ils détenaient répondaient aux normes prescrites par la réglementation ou non. Les quantités de semences marchandes impropres à la commercialisation et saisies s'élèvent à 17446 kg.

Le programme du contrôle variétal à postériori des semences maraîchères (sur champs) englobe 114 échantillons et 1400 pots pour les semences de pomme de terre (semences sous-serre) en vue de vérifier l'état sanitaire.

Contrôle des Pépinières :

- Un contrôle régulier des plants fruitiers est réalisé à partir de la production jusqu'à la commercialisation.
- Durant la campagne 1983/84, 98 pépinières ont été agréées et 79 autorisations de vente ont été livrées aux revendeurs.
- Le nombre de plants produits est de 300.000, le nombre de plants incinérés est de 300.000 environ.

Analyse de Qualité :

2046 échantillons étaient contrôlés au laboratoire et 5043 analyses effectuées.

Contrôle des Semences de Pomme de Terre :

Concernant le contrôle de la pomme de terre 80 Ha correspondant à 30 multiplicateurs.

Bureau d'Etudes

Les activités du Bureau d'Etudes durant l'année 1983 ont été assez diverses. En effet, en plus du suivi des études et des réceptions d'études, de la conception de dossiers de prise en considération le personnel a participé à plusieurs réunions et a effectué le suivi de plusieurs dossiers.

2) Etudes

Réception définitive :

Les études suivantes ont été réceptionnées d'une façon définitive :

- Etude des possibilités de développement des légumineuses à graine
- Etude des possibilités de développement du cotonnier en Tunisie

Suivi d'Etudes en cours de réalisation

L'étude des coûts de production en agriculture, confiée au C.N.E.A. a fait l'objet de plusieurs réunions groupant l'équipe du C.N.E.A. chargée de la réalisation des travaux et le personnel du Bureau d'Etudes.

Vu la complexité du problème et l'importance de la tâche les deux parties ont convenu par deux fois, d'un avenant accordant au C.N.E.A. un délai supplémentaire afin de lui permettre de traiter d'une manière complète le problème.

Par ailleurs, le bureau d'études a lancé au courant de l'année 1983 un appel d'offres concernant l'étude du secteur des cultures sous-serres. L'étude a été confiée à la S O G E T A.

L'étude sur la surface minimale d'exploitation viable (S M E V) qui a fait l'objet en 1982 d'un appel d'offre qui a abouti au choix d'un bureau d'études, n'est toujours pas entamée faute de financement et ce malgré toutes les tentatives faites auprès du Ministère du Plan.

3) Dossiers de prise en considération et autres...

Parallèlement au suivi des Etudes réalisées par des Bureaux, externes, des études de projet ont été réalisées par les Ingénieurs du Bureau d'Etudes :

- Projet de création d'une station de maintien des variétés et Production de Semences maraîchères.
- Projet de développement de la sériciculture
- Dossier de prise en considération pour l'étude des possibilités de l'introduction de la culture du théier dans la région de Tabarka - Aïn Draham.
- Projet de développement des cultures maraîchères (artichaut, fraisier et Asperges).
- Projet d'encouragement à la fertilisation
- Suivi du dossier du projet PL 480
- Analyse et Avis sur les projets soumis à l'APIA pour agrément
- Analyse et avis sur les projets réalisés par d'autres Directions
- Actualisation des coûts de production de divers produits agricoles.

DIRECTION DE LA PRODUCTION ANIMALE

DIRECTION DE LA PRODUCTION ANIMALE

A.- SOUS DIRECTION DE LA ZOOTECHNIE -

L'activité de la Sous-Direction de la Zootechnie a été axée au courant de l'année 1983, essentiellement sur les points suivants :

1°) L'organisation des campagnes d'emblavures fourragères aussi bien celle du printemps que celle de l'automne 1983.

2°) La réactualisation des barèmes d'octroi de crédits de campagne pour les fourrages annuels et l'engraissement de taurillons.

3°) La participation aux travaux de commissions techniques chargées de l'étude des modalités pratiques d'octroi du crédit et de la subvention à accorder dans le cadre des projets de développement de l'élevage.

4°) Le suivi de la conjoncture de l'élevage au cours de toute l'année 1983, l'évaluation des diverses productions animales en fonction de l'évolution des différentes ressources alimentaires du cheptel et de l'évolution des cours du marché des produits animaux.

5°) La participation aux travaux de la Commission Nationale d'Aviculture chargée d'étudier le secteur avicole et d'avancer les propositions susceptibles de la soutenir.

6°) L'élaboration des textes de la Loi relative à la constitution du Groupements Interprofessionnel des Produits Avicoles.

7°) L'installation de centres d'insémination artificielle et la création de nouvelles sections régionales d'amélioration génétique.

A.-/ ALIMENTATION DU CHEPTEL -

a) Production fourragères

La campagne fourragère 1982-1983 s'est caractérisée sur le plan climatique par une abondance des pluies ayant permis, malgré leur irrégularité, un développement de la végétation naturelle et des fourrages cultivés.

Le développement important de la végétation naturelle a permis une nette amélioration des parcours, d'une part et freiné le recours à l'utilisation des aliments composés, du foin voire de la paille.

En matière d'aliments concentrés, la production totale pour l'année 1983 a atteint 353 487 tonnes.

b) Aliments composés -

En application de l'arrêté du 20 Juillet 1981 relatif à la production et à la commercialisation des aliments composés, la Direction de la Production Animale a saisi toutes les usines d'aliments pour déposer leurs formules.

c) Valorisation des produits locaux -

Dans le but de diminuer notre dépendance de l'extérieur en matières premières nécessaires à la production des aliments composés, la Direction de la Production Animale a entrepris un certain nombre d'essais à savoir :

- Introduction du triticaire dans les aliments avicoles en procédant à des essais à grande échelle où le maïs sera substitué à raison de 25 à 50 % par du triticaire.
- Incorporation de la farine de poisson dans les aliments avicoles où près de 800 tonnes de farine de poissons produits localement ont été utilisées totalement.
- Les essais de traitement de grignons d'olives et de déchets d'abattoirs ont été entrepris selon un procédé français et deux projets de production sont actuellement entrés en phase de production.

B- / PRODUCTIONS ANIMALES -

a) Elevage Bovin -

Grâce aux conditions climatiques favorables au cours de l'année 1983, et grâce aux mesures d'encouragements entreprises à la fin de l'année 1982 et matérialisées par l'augmentation des prix à la production de la viande bovine (1,850 D) et du lait (200 Millimes), l'effectif bovin est passé de 300 000 unités femelles en 1982 à 334 000 unités femelles en 1983 dont 61 000 race pure.

.../...

Quant aux productions, concernant le lait, elles ont enregistré une augmentation notable à savoir 265 600 tonnes contre 244 000 tonnes en 1982. Par contre, les productions en viande bovine ont noté une légère regression à savoir 27 900 tonnes contre 28 900 tonnes en 1982. Ceci est dû à une diminution importante du nombre d'animaux engraisés résultant d'une augmentation considérable des abattages non contrôlés des bovins en bas âge et à un poids inférieur au poids réglementaire. Ce qui a engendré une augmentation des importations de viande bovine de l'ordre de 35 % au cours de 1983 par rapport à 1982 (22 000 tonnes en 1983 au lieu de 16 000 tonnes en 1982).

b) Elevage ovin -

L'élevage ovin a enregistré une augmentation de l'ordre de 174 000, il est passé de 2 676 000 unités femelles à 2 850 000 unités femelles de 1982 à 1983. Cette augmentation est presque conforme aux prévisions du VI EME PLAN.

Depuis 1981, l'élevage ovin n'a cessé de se développer et les productions en viande ont enregistré une augmentation par rapport à l'année 1982 (31 000 tonnes en 1983 contre 30 000 tonnes en 1982). De même, les productions ovines en lait sont passées de 9 400 tonnes en 1982 à 11 400 tonnes en 1983 grâce à l'amélioration de la performance individuelle des brebis laitières d'une part et au prix de vente du lait de cette espèce à la production rémunérateur d'autre part.

c) Elevage caprin -

L'élevage de cette espèce est en voie de développement surtout dans les régions Nord-Ouest et du Sud grâce au prix de vente à la production bien rémunérateur et à l'encouragement continu de l'Etat pour ce secteur.

Les effectifs sont passés de 490 000 à 565 000 unités femelles en 1983. Quant aux productions, elles ont enregistré un accroissement de 5 % concernant le lait et 1 % pour la viande.

d) L'aviiculture -

La diminution de la subvention des matières premières rentrant dans la fabrication des aliments concentrés pour volailles survenue à la fin de 1982 a provoqué une augmentation d'environ 30 % des prix des aliments, ce qui s'est traduit par une regression de l'élevage du poulet de chair.

.../...

Quant à la production d'œufs de consommation, celle-ci a connu une augmentation de l'ordre de 85.000.000 u'unités (942×10^6 en 1983 contre 857×10^5 en 1982).

Les mesures de soutien prises par l'Etat aux petits aviculteurs en Décembre 1982 ont été bénéfiques.

C- / AMELIORATION GENETIQUE -

L'activité principale est basée sur la continuation de la création de nouveaux centres d'insémination qui sont passés de 10 centres en 1982 à 24 centres en 1983.

Ces centres ont touché 7.200 vaches dont 5.870 inséminations premières.

De plus, il y a eu création de quatre nouvelles sections régionales d'amélioration génétique.

B.- SOUS DIRECTION DE LA SANTE ANIMALE -

A- / ELABORATION ET APPLICATION DES PROGRAMMES DE DEFENSE SANITAIRE -

1) - Stratégie de lutte contre la mortalité des veaux.

Etant donné l'importance des cas de mortalité des veaux et leur impact sur la rentabilité de l'élevage bovin, une stratégie de lutte a été élaborée qui a pour but de réduire les pertes économiques occasionnées par ce type d'affections. Cette stratégie prévoit des mesures à entreprendre dans l'immédiat (établissement d'enquêtes, prophylaxie médicale et sanitaire, encadrement des éleveurs et organisation de campagnes de vulgarisation) et des mesures à long terme (identification des germes et préparation de vaccins).

2) - Stratégie de lutte contre la Theileriose Bovine.

A la suite des journées d'information sur la Theileriose Bovine (Ecole Nationale de Médecine Vétérinaire de Sidi Thabet, 6-10 Juin 1983) une nouvelle stratégie de lutte a été élaborée comportant essentiellement les points suivants :

- Campagne d'information et de vulgarisation.
- Etude épidémiologique de la Theileriose en Tunisie.
- Elaboration et diffusion d'un calendrier de lutte contre les tiques.
- Préparation de vaccin à partir des souches locales du parasite.

3) - Stratégie de lutte contre l'infertilité dans les exploitations bovines laitières.

Cette stratégie a pour but de réduire l'incidence économique défavorable de l'infertilité bovine dans les exploitations laitières. Elle prévoit la vulgarisation des règles de bonne conduite des troupeaux (détection des chaleurs, équilibre de la ration alimentaire...) l'encadrement des éleveurs, le suivi des exploitations laitières par les vétérinaires régionaux et l'instauration de la gratuité du traitement des cas d'infertilité.

4) - Dispositions sanitaires relatives à l'importation des animaux

A la suite de l'apparition de plusieurs cas de mortalité sur des bovins d'importation dus à la Rhinotracheite infectieuse bovine (I.B.R.) il avait été décidé de réexaminer les dispositions sanitaires relatives à l'importation du bétail. A cet effet, de nouvelles dispositions ont donc été établies pour les animaux en provenance des pays d'Europe Occidentale et des U.S.A.

B-/ CONTROLE DE LA SANTE ANIMALE ET DEPISTAGE DES PRINCIPALES MALADIES -

1) Situation sanitaire du bétail.

Les différents cas ou foyers des principales maladies infectieuses et parasitaires déclarés au cours de l'année 1983 par les Médecins Vétérinaires Régionaux de la Direction de la Production Animale sont les suivants :

* Bovins -

- Fièvre aphteuse : pas de cas en 1983
- Tuberculose : 27 549 bovins ont été testés dont 1 030 se sont révélés positifs.
- Charbons : 19 foyers
- Leptospirose : 7 foyers
- Piroplasmoses : 421 foyers.

* Ovins et Caprins -

- Clavelés : 185 foyers
- Pleuropneumonie contagieuse caprine : 6 foyers
- Ecthyma contagieux : 112 foyers
- Gales et parasitoses internes : sevrissent de façon enzootique.

.../...

* Autres espèces.

- Rage : 79 foyers
- Salmonellose aviaire : 55 cas ont été diagnostiqués aux laboratoires de l'I.R.V.T.

2) - Enquêtes effectuées -

* I.B.R. et Brucellose

Une enquête sérologique relative à ces deux maladies a été réalisée par le service de sérologie de l'I.R.V.T. avec la collaboration des Vétérinaires Régionaux de la Direction de la Production Animale. Elle a concerné 2 656 bovins dont 1 730 de race sélectionnée, répartis dans 400 exploitations. Les résultats testés sont les suivants : I.B.R. 45 % des animaux testés sont porteurs d'anticorps ; brucellose : 4 % des animaux testés sont porteurs d'anticorps.

* Mortalité des veaux -

Une enquête relative à la mortalité des veaux a démarré en 1983. Les résultats préliminaires obtenus permettent de situer le taux de mortalité des veaux aux alentours de 17 %.

* Theileriose Bovine -

Une enquête relative à cette maladie qui sévit durant la saison chaude a débuté au cours du 4ème trimestre 1983 et se poursuit actuellement.

3) - Contrôle des couvoirs et des élevages de reproducteurs .

En application de l'arrêté du Ministre de l'Agriculture du 17 Juin 1982, relatif aux mesures à prendre en vue de la protection du cheptel avicole contre les maladies infectieuses, l'équipe chargée de ce contrôle a effectué au cours de l'année 1983, 70 visites de couvoirs et 44 visites d'élevages de reproducteurs.

.../...

C-/ CAMPAGNES DE LUTTE CONTRE LES PRINCIPALES MALADIES -

Dans ce cadre, la Direction de la Production Animale a réalisé au cours de l'année 1983, les campagnes suivantes :

1) - Bovins

- Vaccination contre la fièvre aphteuse : elle a concerné essentiellement les bovins des exploitations laitières. C'est ainsi que 78 035 têtes appartenant à 9 109 éleveurs ont été vaccinées.

- Vaccination contre la Brucellose

Elle concerne les jeunes femelles bovines âgées de 4 à 12 mois se trouvant essentiellement dans les exploitations laitières. C'est ainsi que 19 704 vaches appartenant à 3 831 éleveurs ont été vaccinées.

- Vaccination contre la Rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR)

Dans le cadre d'une expérimentation, et afin d'évaluer les réactions post-vaccinales signalées dans la littérature : à la suite de l'administration d'un vaccin à virus inactivé en excipient huileux, un lot de 2 467 bovins appartenant à l'Office de l'Élevage et des Pâturages a été vacciné. Les résultats obtenus sont satisfaisants.

- Vaccination contre les charbons

Cette vaccination est limitée aux régions dans lesquelles revissent ces maladies. 49 220 bovins appartenant à 3 190 éleveurs ont été vaccinés.

- Vaccination contre la leptospirose

Elle a été effectuée dans les foyers déclarés de leptospirose. 3 967 bovins ont été vaccinés.

- Prévention de la Théliériose (lutte contre les tiques)

Dans le cadre de la vulgarisation des méthodes de lutte contre les tiques, 3 221 exploitations ont bénéficié de la distribution gratuite de 990 litres de produits acaricides concentrés.

2) - Ovins

- Vaccination contre la clavelée

2028850 têtes ovines appartenant à 35.028 éleveurs ont été vaccinées contre la clavelée.

- Vaccination contre les entérotoxémies

Elle est effectuée gratuitement dans les gouvernorats du centre et du sud dans le cadre de la campagne de sauvegarde.

1.146.389 têtes appartenant à 17.000 éleveurs, ont été vaccinées.

- Lutte contre les parasitoses internes

La campagne de la vulgarisation du traitement des parasitoses internes a touché en 1983, 1 828 018 têtes ovines appartenant à 26 003 éleveurs.

- Lutte contre les gâles

Dans le cadre de la vulgarisation de la lutte contre les gâles, 5680 éleveurs ont bénéficié de la distribution gratuite de produits acaricides.

3) - AUTRES ESPECES

- Lutte contre la rage canine

Dans le cadre du Programme National de Lutte contre la Rage, 133 893 chiens ont été vaccinés dans les Gouvernorats de Tunis, Bizerte, Zaghwan, Béja, Tousse, Monastir et Mahdia.

Le nombre global des vaccinations de chiens réalisées dans tout le Pays est de 171 380 têtes.

- Lutte contre la Varroase des Abeilles

Dans le cadre de la vulgarisation de la lutte contre la Varroase des Abeilles, 19 286 ruches appartenant à 814 apiculteurs ont été traitées gratuitement.

C.- SOUS DIRECTION DU CONTROLE SANITAIRE -

1.- REGLEMENTATION -

Au début de l'année 1983, la Direction a décidé de restructurer la législation en vigueur en matière de lutte contre les maladies animales dites réputées contagieuses. En effet, une loi et un décret nouveaux relatifs à ces maladies sont en instance de parution. Déjà dix projets d'Arrêtés Ministériels sur les 43 arrêtés prévus ont été élaborés et adressés à la Direction des Affaires Foncières et de Législation. Les autres Arrêtés actuellement en cours de préparation devraient être terminés avant le 30 Juin 1984.

D'autre part, et toujours en matière de réglementation, 4 projets d'Arrêtés portant sur l'hygiène des abattoirs, l'estampillage, les motifs de saisie et le transport des viandes ont été préparés au cours de cette année et adressés à la Direction des Affaires Foncières et de Législation.

II.- CONTROLE SANITAIRE VETERINAIRE AUX FRONTIERES

Le contrôle sanitaire vétérinaire aux frontières a été renforcé par l'affectation en 1983 d'un deuxième médecin vétérinaire à plein temps au Port de la Goulette et par la création d'un nouveau poste dans l'Aéroport International de Tunis Carthage, aménagé en vue de l'inspection des animaux vivants accompagnant les voyageurs au départ et à l'arrivée.

En ce qui concerne le bilan des échanges commerciaux en animaux et produits d'origines animales, nous avons enregistré cette année une forte augmentation du volume des exportations comme les crevettes, les anguilles et les grenouilles vivantes.

III.- CONTROLE DES VIANDES ET DERIVES -

L'institution officielle du Service d'Inspection Vétérinaire (Décret du 19 Novembre 1981) chargé du contrôle et de l'inspection qualitative et sanitaire des abattages ainsi que la formation et le recrutement de plus en plus important de jeunes vétérinaires ont fait que le nombre d'abattoirs contrôlés a augmenté d'année en année puisqu'il est passé de 98 en 1979 à 157 en 1983, soit une augmentation de 56 %.

Sur le plan sanitaire, ce contrôle veille sur la salubrité des viandes commercialisées et évite la dissémination de nombreuses maladies tant à l'homme qu'à l'animal.

Les saisies des viandes et organes pratiquées en 1983 dans les abattoirs contrôlés ont touché 167 878 Kg de viande et 156 576 Kgs d'organes (Foie) ce qui correspond, respectivement à une perte de 380 000 Dinars et 826 000 Dinars soit au total une perte de 1 206 000 Dinars.

**DIRECTION DE L'ASSISTANCE AUX PETITS
ET MOYENS EXPLOITANTS**

DIRECTION DE L'ASSISTANCE AUX PETITS ET MOYENS EXPLOITANTS

Les activités de la Direction de l'Assistance aux Petits et Moyens Exploitants ont été caractérisées encore au cours de l'année 1983 notamment par :

- La continuation de la consolidation des structures de la Direction tant au niveau central qu'à l'échelle régionale.
- La poursuite et la consolidation de la déconcentration administrative en matière de crédit agricole ;
- L'évaluation, l'extension et le renforcement de projets en cours ainsi que le démarrage de nouveaux projets de développement des petites et moyennes exploitations agricoles ;
- L'intensification des activités de la Direction dans le domaine des institutions rurales.

I CONSOLIDATION DES STRUCTURES DE LA DIRECTION :

La consolidation des structures de la DAPME au cours de l'année 1983 a été marquée notamment par :

a) à l'échelle centrale :

- L'affectation de nouveau personnel tant dans les services qu'au sein des Projets, qui restent encore insuffisamment pourvus de moyens humains eu égard à la création relativement récente de cette Direction ;
- La nomination d'un chef de service par intérim à l'un des deux postes vacants à la Direction ;
- La continuation des travaux de construction du nouveau bâtiment devant abriter les services de la Direction encore éparpillés dans divers bâtiments d'occupation provisoire, et la préparation du programme d'occupation des nouveaux bureaux en cours de construction ;

- Le démarrage des opérations de saisie informatique et la continuation de la formation du personnel de la Direction dans le domaine de l'informatique ainsi que la passation d'un marché pour l'acquisition d'une deuxième tranche de matériel informatique (deux autres terminaux);

- La préparation d'un projet de révision de l'organisation administrative de la Direction.

b) à l'échelle régionale :

- La publication des avis de vacances relatifs aux emplois de Chef d'arrondissement régionaux A.P.M.E. non encore pourvus de titulaires.

- La poursuite de la formation continue et du recyclage du personnel de la Direction en particulier dans le cadre des Projets et ce tant à l'intérieur du pays (Centres de recyclage de Sidi Thabet, Bou Salem, Sidi Bouzid). qu'à l'étranger

II CREDIT AGRICOLE :

Les principales activités de la DAPME au cours de l'année 1983 dans le domaine du crédit agricole peuvent être résumées comme suit :

- Préparation du rapport général sur le fonds FOSDA en 1982 et les réalisations en termes d'octroi des crédits, de déblocages et de remboursements;

- Programmation des crédits FOSDA pour 1983 et sa notification aux C.R.D.A. chacun pour ce qui le concerne, puis suivi de la réalisation à travers les rapports mensuels.

- Elaboration et diffusion de notes circulaires d'encouragement à l'utilisation des crédits de la 3e ligne B.I.R.D.

- Suivi des crédits agricoles par la Commission Nationale du Suivi des crédits agricoles et par les commissions Régionales créées à cet effet au sein des C.R.D.A.

- Préparation des terres de référence de l'étude générale du système de crédit agricole en Tunisie, financée par le Fonds International de Développement Agricole.

- Préparation de la V^e Session de l'Union Régionale du Crédit Agricole pour le Proche Orient et l'Afrique du Nord " NENARCA " qui se tiendra à Tunis sur notre invitation en Mai 1984.

III PROJETS P.M.E.A.

Au cours de la campagne 1982-1983, les Projets de Développement de la petite et moyenne exploitation, APMANE dans le Nord-Est et FIDA dans les gouvernorats du Kef et de Siliana ont touché 9.200 agriculteurs bénéficiaires avec une superficie de 122.000 ha, contre 5.300 agriculteurs et 105.000 ha pour la campagne 1981- 1982.

Pour la campagne 1983-1984, il est prévu les réalisations suivantes :

PROJETS	NOMBRE DE BENEFICIAIRES	SUPERFICIE TOUCHEES (ha)
APMANE	10.300	122.000
FIDA	1.750	30.000
APMEA JENDOUBA	900	6.000
TOTAL =	12.950	168.000

L'année 1983 a été marquée pour ces Projets notamment par :

- L'extension géographique et la prolongation dans le temps des projets APMANE, FIDA et PROPEME ;

.../...

- Les études de suivi et d'évaluation annuelle des Projets ainsi que l'évaluation par des missions conjointes : APMANE et PAM 2518 ;

- Le démarrage du Projet APMEA dans le gouvernorat de Jendouba, délégations de Jendouba, Bou Salem, Fernana et Ghardimaou.

- L'adoption en commun accord entre la DAPNE et la B.N.T. des nouveaux barèmes des crédits de campagne spécifiques aux projets de crédit supervisé ;

- La participation au séminaire DADA/FIDA tenu à Tunis en Novembre 1983 groupant les Chefs de Projets FIDA dans les pays Arabes.

IV INSTITUTIONS RURALES

Les activités essentielles de la DAPNE au cours de l'année 1983 dans le domaine des institutions rurales peuvent être résumées sous les titres suivants :

- Elaboration du rapport général sur la situation des coopératives agricoles de service en Tunisie ;

- Etudes et travaux relatifs à la restructuration des Sociétés de Caution Mutuelle Agricole (Circulaire de MMrs. Les Ministres des Finances et de l'Agriculture du 22 Septembre 1983 et note d'application) ;

- Publication du nouveau statut-type des coopératives agricoles de service (Décret n° 83-933 du 13 Octobre 1983) ;

- Conditions et modalités d'octroi de l'aide ou fonds de la Coopération et de la Mutualité (Décret n° 83-1034 du 4 Novembre 1983 et projet de convention de gestion) ;

- Etablissement du système comptable type pour les coopératives agricoles de service et ce dans le cadre de la coopération avec la Suède, la FAO et la MENARCA.

V PROJET PAM/ TUN 2518

Ce projet est intitulé " Développement rural intégré des régions arides ou semi arides" .

Sa durée est de 3 ans. Le nombre de bénéficiaires est de 400.000

Le coût des produits alimentaires s'élève à 17.771.000 dollars

La contribution totale du PAM est de 20.580.000 dollars

Les principales actions sont :

1/ Sous Projet : Production

- Entretien jeunes plantations
- Remise en état jeunes plantations
- Régénération vieux oliviers
- Création réserves fourragères
- Amélioration des parcours
- Cultures fourragères irriguées annuelles
- Cultures vivrières familiales.

2/ Sous Projets : Elevage

- Encouragement à l'apiculture
- Cheptel de trait
- Engraissement taurillons

3/ Sous- Projet : Aménagement des sols :

- C.E.S. dans les plantations arbustives
- C.E.S. dans les plantations fourragères.
- Aménagement des périmètres irrigués des A.I.C.

4/ Sous- projet Petite hydraulique

- Création puits de surface
- Aménagement des puits de surface
- Création citerne
- Construction bassins réservoirs
- Remise en état points d'eau publics.

.../...

5/ Sous- Projet : Construction bâtiment

- Construction hangar pour matériel et récolte
- Logement ruraux

6/ Sous- Projet : Formation

- Formation jeunes filles rurales
- Vulgarisation agricole

7/ Sous - Projet : Consolidation des coopératives:

- Consolidation coopérative
- Construction bâtiment coopératif.

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU

I RESEAU DE MESURE ET D'OBSERVATION

1.1 - Réseau hydrométrique -

Le réseau hydrométrique actuel couvre les principaux cours d'eau du pays; une évaluation des travaux effectués jusqu'ici sera réalisée pour définir notre politique d'installations de mesure pour les stations secondaires et les cours d'eau de moindre importance afin d'assurer une connaissance aussi approfondie que possible du régime de nos eaux de surface.

Les besoins des études envisagées pour 1984 nécessiteront les installations suivantes :

- O. El Baten (Cap Bon) : Changement du téléphérique SK 2 par un SK provenant de O.EL ABID
- O. Haï dra : installation d'un SK 3 pour le jaugeage des crues.
- O. El Graï (Lac Bizerte) : Mise en place d'une station secondaire avec limnigraphe et batterie d'échelles.
- O. DOUMIS : Remise en place de la station O. Doumis pour l'étude des apports au lac Ichkeul dans le cadre du bilan de ce lac.
- O. Hattob Nord : Changement du limnigraphe Foxbora de la station de AIN SABOUH par un OTT 10

Par ailleurs la station de Joumine Et Arima, située en aval du barrage nouvellement construit, sera enlevée, la station de Djedeïda sur la Medjerda sera entretenue dans de bonnes conditions pour contrôler les lâchures dans la partie aval de l'oued. Enfin un site approprié sera recherché pour une station sur l'Oued Foum El Khanga (Chebika) avec si possible contrôle de l'apport de l'affluent O. El Ouddei.

1.2. - Réseaux pluviométrique et pluviographique -

Le renforcement du réseau pluviométrique se poursuivra avec une remise en état des pluviomètres existants défectueux et un comblement des zones non encore couvertes, et cela à partir de pluviomètres fabriqués dans nos ateliers.

Quant au réseau pluviographique, son développement est également envisagé par l'acquisition de nouveaux appareils de type SIAP, mieux adaptés aux conditions difficiles de mesure.

1.3. - Réseau d'annonce de crues -

Notre effort est actuellement orienté vers l'équipement en éoliennes pour fournir de l'électricité aux stations isolées ; un marché a été lancé dans ce sens en 1983 et sera normalement honoré au cours de cette année.

1.4. - Réseau piézométrique -

L'effort entamé en 1983 avec notre sondeuse Wirth sera renforcé en 1984 avec l'entrée en fonctionnement d'une seconde sondeuse de type Salgitter, acquise récemment. De ce fait, le programme de piézomètres envisagé sera plus important : 26 piézomètres (voir état en annexe) ; ces piézomètres seront équipés de limnigraphes pour enregistrer les variations des niveaux piézométriques des nappes souterraines.

2. - ETUDES DES RESSOURCES EN EAU -

Nous présentons ci-après un état des études envisagées pour 1984.

2.1. - Eaux de surface -

2.1.1. - Annuaire pluviométrique -

Les annuaires 1980-1981 et 1981-1982 réalisés en 1983, seront édités en 1984.

Nous entamerons également les travaux concernant l'annuaire 1982-1983.

2.1.2. - Annuaire hydrologiques -

L'annuaire 1981-82 sera publié et un nouveau annuaire sera achevé : 1982 - 1983 .

2.1.3. - Dossiers pluviométriques -

Avec le développement des activités d'homogénéisation des données pluviométriques dans le cadres des études et des recherches réalisées dans le Nord et le Centre du Pays, cette activité va s'orienter vers le Sud du Pays

Toutefois, les dossiers en cours seront achevés : il s'agit des stations suivantes :

- Sfax, Bizerte et Sejnane, Sousse et El Jem

Les nouveaux dossiers intéresseront les stations de :

- Metlaoui , Djerba, Sidi Aïch.

2.1.4. - Dossiers hydrométriques -

Achèvement et publication des dossiers de :

- O. Ghezala

- O. Masri

- O. Abid

- O. Koutine

- O. Kebir

- O. Chaffar

(Sidi Boubakeur).

2.1.5. - Monographie des Oueds Zeroud et Marguellil -

Achèvement de la rédaction des derniers chapitres du rapport de synthèse et publication.

2.2. - Travaux en cours -

2.2.1. - Hydrologie -

Les travaux de recherche couvrent les régions suivantes :

- Tamarit

- Oued Segma (Jendouba)

- Oued Rmel (Tostour)

- Oued Jendouba

- Structures de l'Est

- Oued de l'Est (Sidi Aïch)

L'interprétation des mesures effectuées sera réalisée dans l'ordre ci-après avec élaboration d'études :

- Nefza Sud : Fin
- Aïn Dekouk : Fin
- Souassi
- Depienne-Smindja : Fin
- Bled Regueb
- Bled Bou Ghanem : Suite et fin
- Ras El Maa
- Pont du Pahs
- Djedelliane
- Bled Chareb

2.2.2.- Etudes hydrogéologiques -

Le programme d'études hydrogéologiques comportera les études suivantes classées par région naturelles :

+ Tunisie du Nord -

- Dunes de Nefza Sud : Suite de l'étude
- Plaine Smindja-Depienne : fin
- Plaine de Pont du Pahs : fin
- Bled Bou Ghanem : fin
- Structure de Dj. Houd : fin
- Plaine de Ras El Maa : fin
- Bassin de Haôdra : Nouvelle étude
- Dunes de Kef El Abed : nouvelle étude
- Nappe phréatique de Sra Ouertane Sud : nouvelle étude
- Actualisation de l'exploitation des nappes phréatiques du Krib.

+ Tunisie du Centre -

- Sisseb El Alem : fin
- Structure Aïn Djelloula : fin
- Plaines des Souassis : fin
- Structure O. Moussa-Massi frid : fin
- Bled Regueb : fin
- Nappe de Djedelliane : Note préliminaire

- Recharge de nappe de Sidi Bouzid : nouvelle étude
- Modèle de nappe de Djilma : Nouvelle étude
- Nappe de O. Chaffar : Nouvelle étude
- Réactualisation de l'exploitation des nappes phréatiques du Centre : poursuite des études avec nappes de Braga, Sidi Bouzid, Meknassy et Foussana.

+ Tunisie du Sud -

- Underflow Oum El Kseub : fin
- Gafsa Nord : poursuite de l'étude
- Aïn Dekouk : fin de l'étude
- Structure de Tamerza : suite de l'étude
- Hydrogéologie des Matmata : nouvelle étude
- Etude des nappes phréatiques du Loess des Matmata: nouvelle étude (Béni Zelten, Béni Aïssa)
- Modèle mathématique de la Djeffara : Projet RAB/70/011
- Nappes d'underflow des Matmata : Poursuite des inventaires et notes sur les ressources en eau
- Nappes phréatiques de la Nefzaoua : fin.

2.3.- Programme de Cartographie -

2.3.1. - Carte des Ressources en Eau au 1/200 000 -

Les feuilles au 1/200 000 de Gafsa (n° 17) et El Ayacha (n°18) seront publiées.

La révision des feuilles suivantes sera achevée avec publication de notices :Maktar (n° 8) Tunis (n° 5) Bizerte (n° 2).

Les feuilles nouvelles suivantes seront réalisées

- Medenine n° 28
- Kébili n° 22

2.3.2. - Carte hydrogéologique au 1/50 000 -

Un essai de carte hydrogéologique au 1/50 000 sera réalisé avec l'élaboration de la feuille d'Ebba Ksour n° 52.

.../...

2.3.3.- Carte hydrogéologique de la Tunisie au 1/500 000 -

Cette carte entamée en 1963 sur la base d'une légende adaptée de la légende internationale des cartes hydrogéologiques sera achevée en 1983.

2.3.4.- Cartes du réseau hydrographique -

Publication d'une carte du réseau hydrographique simplifié à l'échelle au 1/1 M inspirée de la carte du 1/500 000 ; une nouvelle carte à l'échelle du 1/500 000 est envisagée avec comme indications supplémentaires le relief et les aménagements hydrauliques existants.

3.- RECHERCHES ET EXPERIMENTATIONS -

3.1.- Bassins versants de Mekhachbia (Projet RAB/80/011)

Poursuite des mesures maintenant que toutes les installations sont en place et opérationnelles.

Il est prévu le traitement en CES de l'un des affluents pour mettre en évidence son effet sur l'érosion.

3.2.- Bilan hydrologique du Lac Ichkeul -

L'activité dans ce projet a été consacrée jusqu'ici à l'étude de faisabilité d'une écluse sur l'O. Tindja pour conserver le plan d'eau du Lac Ichkeul une fois que des barrages seront construits sur les différents affluents s'y versant : ce modèle a été établi par l'University College Of London avec la participation du BIRH.

Il est envisagé maintenant de réaliser un programme de mesures visant à préciser le bilan hydrologique du Lac Ichkeul et à optimiser le modèle réalisé.

3.3.- Etude des caractéristiques du ruissellement en Tunisie du Nord.

Poursuite de la seconde phase de ce travail concernant l'homogénéisation des données pluviométriques région par région en vue de délimiter des zones de même régime pluviométrique susceptibles de faciliter des études statistiques et le tracé d'isohyètes.

.../...

3.4.- Modèles de simulation des écoulements de surface -

Un nouvel essai d'adaptation du modèle CEQUEAU sera réalisé sur le bassin de O. El Hamma (Cap-Bon).

3.5.- Recharge artificielle des nappes à partir des eaux de surface -

Les installations mises en place à Sidi Saïd (Menzel Bou Zelfa) et à O. Chiba sont devenues opérationnelles avec la disponibilité d'eau aux barrages de Bezirk et de Chiba ; la recharge s'y développera en conséquence en 1984.

L'expérimentation de O. Metameur se poursuivra en espérant des épisodes pluvieux plus marqués.

3.6.- Recharge à partir des eaux usées -

Cette expérimentation prendra désormais, dans le cadre du Projet RAB/80/011 une nouvelle dimension, car elle fera partie du renforcement qui a été accepté pour ce projet, et qui se développera sur une période de 2,5 années ; elle intéressera la nappe phréatique de O. Sohil et expérimentera plusieurs technologies de recharge.

3.7.- Régénération des forages vétustes -

Ce projet, réalisé dans le cadre de la Coopération Technique Allemande, a démarré en 83 et sera poursuivi en 1984 avec l'acquisition du matériel d'intervention sur les forages et la réalisation de tests sur les forages choisis et étalonnés en vue d'expérimenter les différentes méthodologies.

3.8.- Etude de la pollution des nappes d'eau souterraines -

Poursuite des recherches entreprises sur la pollution de la nappe phréatique de Menzel Bou Zelfa à partir des rejets urbains de la Ville

Cette activité sera élargie dans le cadre du Projet RAB/80/011 où une action nouvelle dénommée "protection de la qualité des eaux souterraines contre la pollution par les nitrates et les produits chimiques toxiques" a été arrêtée.

.../...

3.9.- Méthodologies concernant la détermination de l'alimentation des nappes d'eaux souterraines -

Cette nouvelle activité de recherche sera également développée dans le cadre du Projet RAB, et consistera en l'utilisation de micro-ordinateurs pour mettre au point des modèles mathématiques simples destinés à une évaluation rapide de l'alimentation des nappes d'eaux souterraines et leur exploitation optimale.

3.10.- Contrôle de l'eutrophisation d'un lac réservoir (Projet RAB)

Cette recherche nouvelle a pour objectif l'étude du développement du phénomène d'eutrophisation dans un réservoir de barrage en vue d'identifier les solutions les plus appropriées pour le combattre et préserver ainsi la qualité des ressources en eau.

4.- PROGRAMME DE SONDAGES I.R.H. -

Le programme de sondages I.R.H. envisagé pour 1984 compte :

- 28 sondages de reconnaissance
- 26 piézomètres.

Il couvrira toutes les études hydrogéologiques programmées ainsi que des reconnaissances générales destinées à prospecter de nouveaux aquifères.

DIRECTION DES SOLS

DIRECTION DES SOLS

INTRODUCTION

L'activité de la Direction des Sols au cours de l'année 1983 a été caractérisée par un effort soutenu de déconcentration dont l'efficacité en matière de cartographie et d'expertise des sols n'est plus à démontrer. Les cellules pédologiques récemment créées ont été pourvues de prospecteurs pédologues formés en Pédologie à l'Ecole Supérieure des Ingénieurs d'Équipement Rural, Medjez-El-Bab et à l'O.R.S.T.O.M. - France. En plus de cette formation de base, un encadrement leur a été assuré par les Ingénieurs principaux pédologues et les experts O.R.S.T.O.M. La Direction des Sols a en outre contribué largement à l'encadrement et au suivi des élèves de 6e Année spécialité pédologie. Cette activité a permis aux futurs pédologues d'acquérir une expérience et à la Direction d'accomplir une grande partie de son programme. Elle a en outre organisé deux séminaires sur le choix des sols plantables, l'un à Mandra et l'autre à Sidi Bou-Zid.

Le Service de Cartographie a répondu à toutes les demandes d'études pédologiques à grande échelle formulées par les Offices, le Génie Rural et le C.N.E.A. Il a en outre assuré toutes les expertises de sol non accomplies par les services régionaux. Le programme de cartographie de synthèse au 1/200.000^e a été un peu retardé au détriment de la détermination des zones de sauvegarde dans le cadre de la loi de protection des terres agricoles.

L'activité du service de recherche et expérimentation pédologiques s'est accrue par la création d'une parcelle expérimentale dans la haute vallée de la Medjerda et par le suivi des périmètres irrigués de toute la vallée et de certains périmètres irrigués avec une eau saumâtre. Il a en outre, par le biais d'une expérimentation prolongée, défini les caractéristiques des sols à céréales.

Le service géomorphologique a contribué largement à l'assistance de la cartographie pédologique par l'étude du milieu ou du cadre géographique dans beaucoup d'études. Il a en outre étendu son activité de recherche à des parcelles du Nord pour étudier la dynamique de l'érosion sur les versants formés de sols lourds dans le semi-aride supérieur et le sub-humide. Il a aussi prêté main forte au projet R.A.B. par la réalisation de cartes géomorphologiques, et des cartes de sensibilité à l'érosion de la station expérimentale

de l'Oued Mekhachbia. Au sud, la recherche sur la lutte contre les pellicules de battances provoquées par les pluies est assez avancée. Compte tenu de la rareté de celles-ci, un simulateur de pluie a été réalisé dans le but de multiplier les expériences pour étudier la détachabilité des sols.

En matière d'analyses des eaux et des sols, le laboratoire de Tunis a réalisé la presque totalité des analyses des sols, tandis que celui de Gabès a effectué surtout des analyses d'eau.

Le laboratoire du Kef et de Kasserine sont à l'heure actuelle fonctionnels mais le rythme d'analyses est jugé encore insuffisant. Malgré la formation au Laboratoire de Tunis les 3 techniciennes qu'on a affectées à ces laboratoires, le personnel reste toujours réduit. Nous espérons le renforcer par le recrutement d'adjoints techniques pour que ces centres puissent effectuer toutes les analyses nécessaires pour le contrôle de périmètres irrigués et le choix des sols à planter.

Nous allons dans ce qui suit ventiler toutes les réalisations physiques par action :

- CARTOGRAPHIE ET INVENTAIRE DES SOLS -

Les activités projetées pour l'année 1983, en matière de cartographie et d'expertise des sols, sont en grande partie réalisées avec d'autres survenues en cours d'année.

Le tableau ci-dessous fait apparaître les réalisations par rapport à ce qui est programmé.

Notons que toutes les expertises de sols des gouvernorats de Tunis, Ben Arous, Ariana et Bizerte, sont faites par les pédologues affectés à la Direction à Tunis. Les autres enquêtes ont été intégralement assurées par les cellules pédologiques régionales.

Actions programmées pour l'année 1983	Réalisations physiques en 1983
- <u>Cartographie à petite éch.</u>	
- Feuille de Makthar	à 80 % achevée
- Feuille de Zarzis	achevée
- Feuille Tataouine	à 80 % achevée
- Feuille d'El-Djem	Prospection en cours
- Feuille de Gafsa	Prospection en cours
- <u>Etudes de détail</u>	
- Plaine de Mateur : 5.000 ha au 1/10.000°	
- Assainissement des plaines du Nord	Edité
- Etude de la perméabilité de 5.000 ha à Mateur	
- B.V. du Nord-Ouest : 5000 ha	9000 ha. étudiés (+ 4000 ha)
- Terres domaniales : 5000 ha	5000 ha - achevés + 4000 ha en cours de prospection.
- Réalisation des Oasis	Etude en cours

- <u>Etudes non programmées</u>	
- Haouel El Oued	30000 ha au 1/100.000° prospection achevée
- Régim Maâtoug	25000 ha au 1/10.000° éditée

La cartographie pédologique a accompli cette année plus que son programme grâce à l'assistance des élèves ingénieurs et des prospecteurs pédologues affectés dans les C.R.D.A. et à l'équipe de Tunis formée d'un pédologue en Chef et de deux pédologues principaux. En matière de véhicules et carburant, les offices de mise en valeur et l'O.T.D., nous ont largement assistés.

- RECHERCHES ET EXPERIMENTATIONS PEDOLOGIQUES -

Le programme des travaux de recherches et d'expérimentation pédologiques pour l'année 1983 s'inscrit dans le cadre des deux thèmes généraux qui constituent l'activité régulière de base de ce service à savoir :

- Etude de la dynamique actuelle des sols en liaison avec l'irrigation à l'eau plus ou moins salée.

- Etude des relations sols-plantes

Leurs objectifs respectifs sont la prévision de l'évolution des sols sous irrigation et l'appréciation du potentiel de production des sols (aptitudes) pour les cultures intensives.

Les réalisations effectuées au cours de l'année 1983 se résument ainsi :

Programmes	R é a l i s a t i o n s
!- Etude et contrôle de l'évolution de la salure dans les périmètres irrigués.	!- Mise au point et utilisation des électrodes sensibles au ions pour la mesure in-situ. !- <u>Electrode Na</u> : Etude scientifique éditée. !- <u>Electrode Ca</u> : Fabriquée, tests en cours, étude bibliographique faite. !- Prévision de l'évolution de la salinité : !- 1° station à la haute vallée de la Medjerdah, installée (Brahmi) et équipée. !- 2° station mobile : en cours d'équipement. !- Contrôle des périmètres irrigués par les moyens classiques : !- OMVVM - Sfax - Mahdia - Kaïouan
!- Etude des relations sols plantes : aptitude des sols à la culture des céréales à haut rendement.	!- Interaction climat - sol-plante étude en cours (synthèse de 10 années d'observations). !- Etude de l'enracinement du blé dans quelques sols représentatifs des zones céréalières du Nord. !- Vertisol et Rendzine : faits.

Ces travaux sont menés par un ingénieur en Chef et un ingénieur principal tunisiens et un expert O.R.S.T.O.M.

L'O.M.V.P.P.I. Jendouba collabore étroitement pour l'étude de la prévision de la salure.

- ANALYSES DES EAUX ET DES SOLS -

Les activités principales de cette Sous-Direction se résument ainsi :

- Analyses régulières des sols
- Recherches analytiques et formation des techniciens
- Equipement des laboratoires régionaux

- Les réalisations physiques :

- Analyses de routine :

- + 35.000 analyses de sols et d'eau dont 10.000 analyses à l'échelle régionale.

Ceci représente plus de 4.000 échantillons de terre prélevés dont 600 pour les Offices, les Instituts et les autres directions techniques.

- Recherche analytique

- + Mise au point du dosage colorimétrique par auto-analyseur.
- + Modification de la technique d'analyse granulométrique :
La mise au point d'un appareil de prélèvement automatique a rendu la détermination granulométrique fiable et facile à faire.

- Equipement des laboratoires :

- Le laboratoire Central (Ariana) va être équipé d'un auto-analyseur et d'un micro-ordinateur (matériel prêt à être livré).
- Les laboratoires régionaux :
 - Gabès, Kef, Kasserine sont équipés et fonctionnels
 - . Mahdia, Kairouan en construction.
 - . Jendouba : Appel d'offre à l'étude.

- Formation et Stage :

Deux ingénieurs (PV), deux ingénieurs adjoints (GIAF et IGC Kef) et deux adjoints techniques (Kef, Kasserine) ont reçu une formation en matière d'analyses.

Tous ces travaux sont menés par un ingénieur en Chef, un ingénieur principal et un ingénieur adjoint en collaboration avec un expert D.R.S.T.O.M.

- ETUDES ET RECHERCHES GEOMORPHOLOGIQUES :

Deux volets importants sont programmés dans ce service :

- Etudes géomorphologiques pour l'aménagement des bassins versants
- Recherches sur l'érosion et la quantification des pertes en terres.

- Les études géomorphologiques pour l'aménagement des bassins versants constituent l'activité fondamentale du service de géomorphologie. Elles permettent d'orienter les actions d'aménagement du milieu entreprises par la Direction des Forêts et les Offices de mise en valeur.

L'ensemble des études effectuées durant l'année 1983 a porté sur :

- 43.000 Ha. aux échelles 1/25.000 et 1/10.000^e
- 121.000 Ha au 1/50.000^e

Ces études intéressent Aïn Snoussi (Tabarka), l'Oued Lameje (B.V. Z&roud), Régim Maâtoug - Bir Matrouha (Kébili) Ghuïba (Hajeb Afoun), Sidi Bou-Zid, Oued Mkhachbia (BV Sidi Salem) Djebel Rihane (Bou-Arada), Lacs collinaires du Nord.

- Recherches sur l'érosion et la quantification des pertes en terre

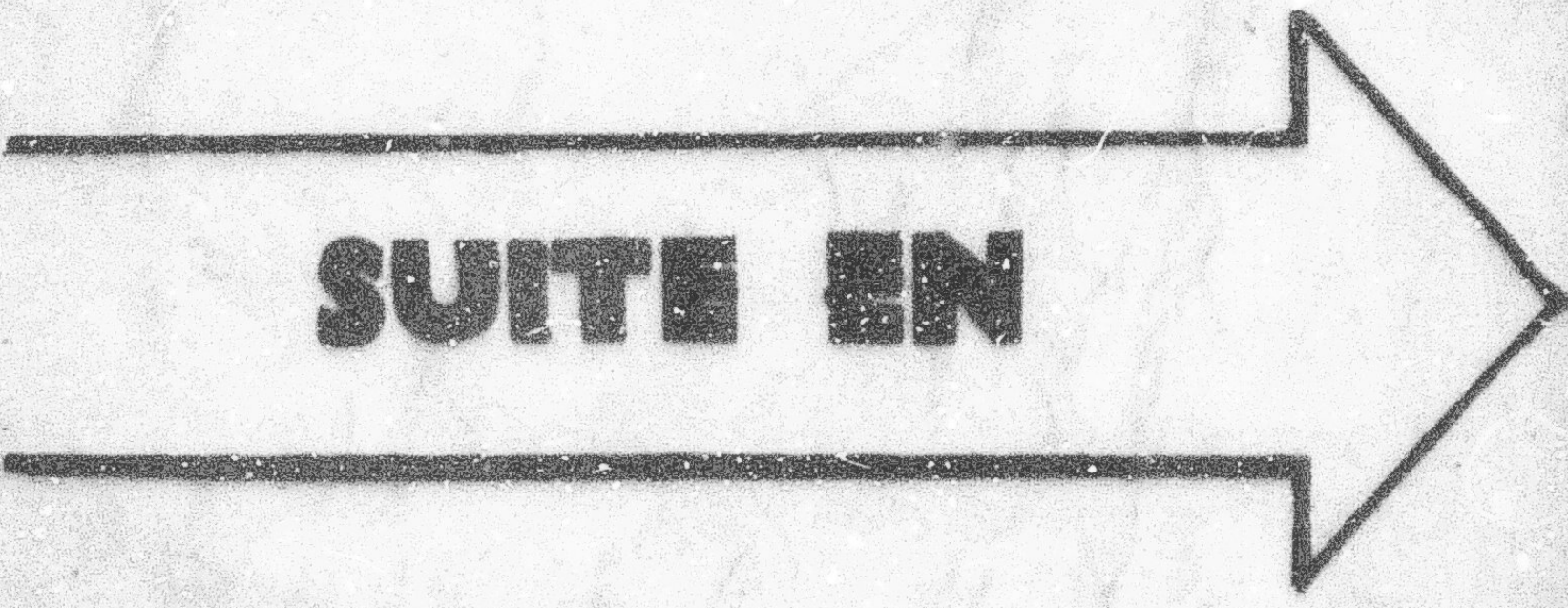
Les différentes actions menées dans ce domaine sont :

- Le contrôle de cinq parcelles situées sur le versant Sud du Semnana et son piémont. Des conclusions importantes concernant le rôle de l'occupation du sol sur le décapage superficiel ont été dégagées après un dépouillement préliminaire des résultats de mesure enregistrés.

Une extension de ces expérimentations est entamée dans le Nord du Pays. Un site à l'amont de l'Oued Mkhachbia a été choisi et l'équipement correspondant est acquis en partie. Un autre site dans la région de Djebba (Thibar) est prévu pour l'implantation d'une station expérimentale pour étudier la mise en mouvement des versants et le glissement de terrain d'une façon générale.

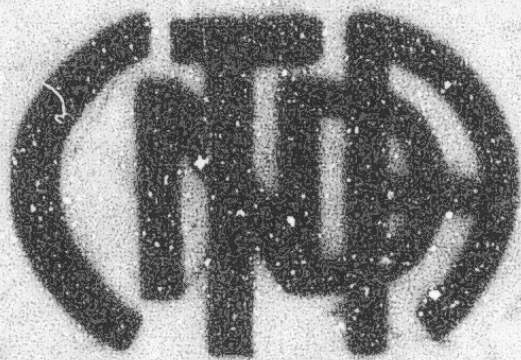
- Quantification de la perte en terre par les mesures de l'envasement de certains lacs collinaires.

Des prélèvements systématiques d'échantillons d'eau après chaque averse ont eu lieu sur les Oueds Chaab Eddad et Béné Atta dont les bassins versants sont aménagés en lacs collinaires. Une estimation des apports solides par pluie permettrait de connaître l'envasement des lacs.



SUITE EN

F 3



MICROFICHE N°

05878

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية

وزارة الزراعة

المركز القومي

للتوثيق الفلاحي

تونس

F



- LA TELÉDETECTION :

- La recherche en matière de Télédétection est limitée à l'évaluation du potentiel de certains types de données Landsat photographiques rehaussés ou non, dans le but d'acquérir une expérience nécessaire pour l'interprétation des données futures de meilleures caractéristiques et plus précises.

- La reproduction photographiques s'est intéressée aux films composites couleurs obtenus à partir des films noirs et blancs.

Des essais de filtrages et d'exposition sont faites pour agrandissement sur papier.

Des tirages par contact des photographies aériennes sont réalisés par l'unité de Télédétection qui a fourni plus de :

5.600 Photos aériennes en noirs et blancs.

550 Photos Landsat R B V et M I S.

Ces documents étaient destinés pour les travaux suivants :

- Cartographie géologique (1/200.000° du Sud, du Nord et du Nord-Ouest).

- Cartographie pédologique (1/200.000° du Sud)

- Cartographie forestière du Nord-Ouest

- Cartographie géomorphologique à petite échelle (tout le pays).

- Aménagement des parcours dans les zones arides.

- PUBLICATIONS :

Au cours de l'année 1983, la direction des sols a publié 10 études pédologiques complètes, 10 études provisoires (Tournées, reconnaissances, expertises etc...) et 11 études spéciales (études de recherches, état d'avancement de certaines recherches etc...) : Soit au total : 31 publications.

- SITUATION DES CREDITS D'ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT ARRETE AU 31/12/1983 DES TROIS PROJETS RELEVANT DE LA DIRECTION DES SOLS :

- Article 6 § 3 : Recherche et études pédologiques.

- Article 6 § 45: Création d'une Unité de Télédétection.

- Article 6 § 84: Construction de Laboratoires régionaux.

DIRECTION DES ETUDES ET DES GRANDS
TRAVAUX HYDRAULIQUES

DIRECTION DES ETUDES ET DES GRANDS TRAVAUX HYDRAULIQUES

La Direction des Etudes et des Grands Travaux Hydrauliques comporte 920 agents répartis comme suit :

- Techniciens : 151
- Fonctionnaires : 19
- Ouvriers : 750

Pendant l'année 1983, les crédits de paiement ont été de : 9.000.000 DT
Cette Direction comporte les Sous-Directions suivantes :

- 1^{re}) - La Sous-Direction des Grands Aménagements Hydrauliques
- 2^{de}) - La Sous-Direction de la Maintenance des barrages et ouvrages Hydrauliques.
- 3^{de}) - La Sous-Direction des Etudes Hydrauliques et de la Planification des eaux.

Les principales activités de la Direction E.G.T.H. pendant l'année 1983 ont été les suivantes :

- La préparation des dossiers techniques du périmètre de Calah: Aedleur-Ras-Djebel dont la superficie est de 10.000 ha, de Borj Toumi et Joumine.
- L'évaluation du projet de Mornag (3.000 ha) par le Fonds Arabe de Développement Economique et Social.
- Le démarrage des travaux du périmètre des Eaux Usées de Tunis (Sebala et Mornag 4.000 ha).
- La réalisation du barrage d'épandage de crues de l'Oued Fekka

L'activité de chaque Sous-Direction se présente comme suit :

A - Activité de la Sous-Direction des Grands Aménagements :

Cette Sous-Direction est responsable de la réalisation des travaux.

Ces travaux ont concerné :

- La continuation du projet de Gardimou (5.200 ha)
- La continuation du projet de Sou-Heurtma, phase II (3.000 ha)
- Le périmètre de Sidi Saïd (1.500 ha)
- Le périmètre de Ghazala (900 ha)
- L'irrigation par les eaux usées de Tunis à Sebala et Mornag
- L'irrigation par épandage de crues de l'Oued Fekka (1.000 ha)
- La station de pompage d'Oussaffa à Siliana (1 m³/s)

Par ailleurs il a été lancé les appels d'offres des travaux relatifs aux :

- projet de Siliana
- l'irrigation du Mornag par le canal.

Les travaux en régie ont concerné :

- l'aménagement des pistes de Chardimaneu
- l'aménagement des pistes du projet Bou-Mourton
- l'exécution des lacs collinaires de :
 - a) - BZ de Bou-Mourton
 - b) - Oued Mellins à Chardimaneu
 - c) - Oued Ehenia à Bou-Arada
 - d) - Oued Gila à Bachour Laghouan
 - e) - Oued Boua à Meknessy
- la remise en état du projet d'épandage des eaux de crue de Meknessy
- l'assainissement de Douars

B - La Sous-Direction de la maintenance des barrages et des ouvrages hydrauliques :

Les services de la Sous-Direction ont assuré l'entretien et la maintenance de 11 grands barrages et 13 lacs collinaires. Les actions principales de cette maintenance ont concerné :

- la répartition du béton dégradé du barrage de Mellègue, l'entretien du matériel hydro-mécanique du barrage Bobhane et Sidi M'Cherga.
- Les apports totaux dans les barrages sont de 1.021 Millions de m³ et le volume d'eau utilisé par l'irrigation et l'eau potable est de 620 Millions de m³ ; tous les apports de 1983 sont normaux, excepté ceux du barrage Bobhane et Sidi Saïd.

La qualité des eaux du barrage Sidi Saïd a été suivie d'une façon particulière car il s'agit de la 2ème année de remplissage du barrage. La salure moyenne des eaux de ce barrage a été de 1,3 g/l.

L'inspection, l'auscultation et les visites techniques de tous les ouvrages ont été effectuées dans des conditions normales et rien de spécial n'est à signaler concernant le comportement des ouvrages.

La liaison radio a fonctionné normalement au cours de l'année 1983.

L'activité des parcs entretiens ont concerné la révision et la réparation des véhicules tout terrain, les camions de transport et les engins de chantier, le transport des conduites, des pièces spéciales et des matériaux pour les différents chantiers ainsi que le transport des engins. Par ailleurs, le parc a assuré le transport des techniciens lors de leurs déplacements pour étude et visites techniques et contrôle des différents chantiers.

Dans le cadre d'aménagement du parc, il a été construit une station de lavage.

Le parc a exécuté les différents raccordements des forages du projet Chardimaou. De même, il a suivi auprès de la Société El Anabib, la fabrication et la livraison des tuyaux pour tous les projets (Bou-Heurima, Chardimaou, Chouala, etc.).

Par ailleurs il a été procédé à la réalisation de deux forages pour captage de la nappe du Miocène au Cap-son.

C - Sous-Direction des Etudes Hydrauliques et de la Planification des Eaux :

La Sous-Direction des Etudes et de la Planification des eaux a réalisé pendant l'année 1983 les actions suivantes :

- Etude de l'optimisation des ressources en eau des bassins de Zouara, de l'Ichkeul, de la Medjerda et des bassins (Modèle EAUJUN 3, ORSTOM) : la phase "a" de l'étude correspondant à l'élaboration de schéma topologique est terminée.
- Etude d'aménagement hydro-agricole de la région du Kei
- Elaboration de l'avant projet d'étude d'aménagement hydro-agricole du périmètre de Boula Régia.
- Elaboration des avant projets des barrages collinaires dans les régions de Goubellat, Benachour, Fatnassa.
- Etudes de lacs collinaires : Douara (Midi Bouzid) El Oula et Zouara, Beni Ayeche, Sig, etc. et 17 dans le Gouvernorat de Jendouba
- Etudes des ouvrages de dérivation des eaux de l'Oued Fekka et de l'Oued Merguelli.
- Etude du périmètre SMEL d'épandage des eaux de crues de l'Oued Fekka
- Etude de surélévation du barrage Nebhana
- Etude du barrage sur l'Oued BRECE
- Etude du barrage sur l'Oued M'HEL (Bou-Ficha phase 3 en cours)

Par ailleurs la section génie civil a intervenu dans les différents projets de la Direction (Chardimaou, Lebna, Kalaat El Andleuss, Bas-Ejebel Irrigation à partir des eaux épurées, Ouvrage de dérivation d'El Fekka) en élaborant les plans d'exécution des stations de pompes et des différents ouvrages d'art. Cette équipe a aussi contrôlé les plans de génie civil des études d'ingénieurs conseils.

Le service des Etudes et Travaux Topographiques a élaboré par restitution photogrammétrique (stéréopréparation restitution et dessin) les plans à différentes échelles ainsi que des photos (tirage, agrandissement, redressement) concernant les projets suivants :

Périmètres des eaux usées de Jornag et Sabala, Bou-Heurtma, Sidi Saâd, Cherdimaou, Barrages de dérivation des Oueds Fekka, Marguelli, Périmètres d'épandage des eaux de crue de l'Oued Fekka et la Basse Vallée de la Medjezda.

Par ailleurs, des profils en long et en travers ainsi que des plans cotés à différentes échelles, des implantations et des levés contradictoires ont été réalisés.

Les études et travaux géologiques réalisés en 1983 ont concerné le site de barrage sur l'Oued Fekka, les ouvrages de dérivation de l'Oued Fekka et Marguelli, le barrage Sidi Ich, le site Siliana I, barrages de dérivation de l'Oued Barbara et le barrage R'Mel. Ils ont comporté des reconnaissances par puits et tranchées des levés géologiques. Les travaux géotechniques comprennent des sondages carottés avec prélèvement d'échantillons intacts, des essais d'eau et des sondages à la tarière, aux pénétromètres statiques et dynamiques (El Ogla, Douara, Barbara).

Par ailleurs l'activité du laboratoire de mécanique des sols et des analyses chimiques des eaux des barrages ont comporté des essais d'identification des sols, des essais mécaniques, des études de contrôle de béton pour les projets suivants : Bou-Haya, Fekka, Sidi Aïech, El Ogla, Marguelli, R'Mel, Barbaran El Khobza, les analyses chimiques ont permis en 1983 de contrôler la qualité des eaux des barrages : Bezirk, Chiba, Maari, M'Zabi, Abdjemoum, Chaab Doud, R (Hib, Beni Atta, El Kherba, Chouk El Felfel, Nacherine, Tabouas, Sidi Salem, Bou-Heurtma, Mellouge, Lakhsassa, Nedhane, Barbara, etc...

DIRECTION DU GENIE RURAL

DIRECTION DU GENIE RURAL

1/ Sous direction des Aménagements Hydro-Agricoles

1 - 1 / Service des Etudes des Aménagements Hydro-Agricoles

Les activités de ce service se résument comme suit :

- Etude d'Assainissement des plaines du Lac Ichkeul dont l'exécution est achevée.
- Etude d'Irrigation à partir des eaux usées et épurées également achevée.
- Création et réhabilitation de périmètres irrigués en Tunisie Centrale : Les études d'exécution sont achevées, le contrat de prêt avec la F.I.D.A. a été négocié en Octobre.
- Etude de faisabilité de la 2ème tranche du P.D.F.S. (16 500 ha)
- Recouvrement des investissements dans le Sud.
- Etudes d'exécution de sauvegarde des oasis du Jérid (3800 ha)
- Etude d'exécution Projet Sefzoua
 - . Sauvegarde de 5000 ha
 - . Création de 1070 ha
- Etudes topographiques
- Etudes d'exécution
- Création de périmètres irrigués de l'oued Souessi, Jebel et Sedga
- Etudes à lancer pendant 1984

1 - 2 / Service de réalisation des aménagements Hydro-Agricoles

A/ Irrigation

- . Plan Directeur des eaux du Sud : (1er tranche) (Projet E.I.R.D.)
- Djerid
 - Périmètre d'El Hamma (340 ha) les travaux sont achevés

Périmètre de Tozeur (950 ha) : Travaux achevés

Périmètre Ibn Chabbat (700 ha) : le dernier forage est terminé
400 ha sont achevés dont 200 ha déjà attribués.

Périmètre de Hazoua I :

Les travaux de forage ont démarré ainsi que l'appel d'offres des travaux.

Drâa Sud et Hazoua I

Appel d'offres des forages lancé en Novembre

- Nefzaoua

Périmètre de Drâa Sakkouma (80 ha)

et El Ghoula (72 ha) : travaux achevés

Périmètre de Smida (56 ha) : la fin des travaux est prévue pour
Août 1984.

Périmètre de Jemna Attiliet (300 ha) : les forages sont terminés

Périmètre de Rejim Maatoug (304 ha) : La première tranche de 100 ha
a été mise en eau en décembre 1983

Périmètre de Ras El Ain (251 ha) et de Douz (261 ha) :

« Ras El Ain achevé

« Douz en finition

« Tous les forages ont été équipés.

Périmètre de Bama (150 ha)

Gabès

Périmètre de Ghanouche (673 ha) : Les travaux ont démarré en Mars
1983 et sont avancés à 30 %

Périmètre de Jeboulbou (415 ha) :

« Plan Directeur des Eaux du Sud (2ème tranche)

Nefzaoua

Projet de sauvegarde de 4 900 et de création de 1 670 ha

Ojerid

Projet de sauvegarde de 3 000 ha d'Oasis existantes.

B/ Irrigation à partir des eaux usées épurées :

Périmètre de Oued Souhli (320 ha) , Meden

Périmètre de Tozeur (950 ha) : Travaux achevés

Périmètre Ibn Chabbat (700 ha) : le dernier forage est terminé
400 ha sont achevés dont 200 ha déjà attribués.

Périmètre de Hazoua I :

Les travaux de forage ont démarré ainsi que l'appel d'offres des travaux.

Drâa Sud et Hazoua I

Appel d'offres des forages lancé en novembre

- Nefzaoua

Périmètre de Drâa Sakkouma (80 ha)

et El Ghoulia (72 ha) : travaux achevés

Périmètre de Smida (56 ha) : la fin des travaux est prévue pour
Août 1984.

Périmètre de Jemna Attiliet (300 ha) : les forages sont terminés

Périmètre de Rejim Mastoug (304 ha) : La première tranche de 100 ha
a été mise en eau en décembre 1983

Périmètre de Ras El Ain (251 ha) et de Douz (271 ha) :

* Ras El Ain achevé

* Douz en finition

* Tous les forages ont été équipés.

Périmètre de Barma (150 ha)

Gabès

Périmètre de Ghannouche (673 ha) : Les travaux ont démarré en Mars
1983 et sont avancés à 30 %

Périmètre de Ieboulbou (415 ha) :

. Plan Directeur des Eaux du Sud (2ème tranche)

Nefzaoua

Projet de sauvegarde de 4 900 et de création de 1 070 ha

Djérid

Projet de sauvegarde de 3 000 ha d'Oasis existantes.

8/ Irrigation à partir des eaux usées épurées :

Périmètre de Oued Souhail (320 ha) . Nafzaoua

Les travaux sont avancés à 90 %, l'achèvement est prévu en Mars 1984.

Périmètre de Sidi Ghanmakh (24 ha) : Zarzis

Les travaux avancés à 70 %, l'achèvement est prévu en Juin 1984.

C/ Assainissement Agricole

Projet Ichkeul (15000 ha)

1er tranche : assainissement à ciel ouvert, pistes et ouvrages d'art.

2ème tranche: Drainage de 5000 ha

3ème tranche: Ecluse Tinja : l'étude est en cours d'achèvement par (E.G.T.H.)

D/ Implacement de forage :

15 forages ont été remplacés au cours de 1983 dans les gouvernorats de Kairouan, Sidi Bouzid, Gabès, Tozeur, Kébili, Medenine, Mahdia.

E/ Sociétés Civiles de Mise en Valeur

- Garaat Jaballah et El Faouez achevés
- Issounni avancé à 50 %

2°/ Sous-Direction du Développement Rural

2 - 1 Service des eaux potables rurales (Nord et Centre) :

a - Programme National

Un crédit d'engagement de 3000 D a été ouvert en 1983 pour financer les projets d'alimentation en eau potable des localités rurales. Les projets ont été élaborés. Les études ont été contrôlées et rectifiées.

La phase d'exécution a constitué en la continuation des projets de 1981 (achevés) et de 1982 et la mise en chantier de certains projets de 1983.

L'acquisition du matériel de chantier a été achevée.

- Difficultés : Insuffisance de crédits de paiement.
- Entretien des points d'eaux publics :

Le programme consiste dans l'aménagement et la réparation des points d'eaux publics.

- Projet Tuniso-Allemand (1984-86) Nord et Centre

b Programme spécial à Kairouan :

Il est financé partiellement par la F.A.O.I.S. et comprend 15 projets. Le coût du programme est de 3400.000 D. Le crédit d'engagement en 1983 est de 500.000D.

- Phases Préliminaires :

- . Elaboration des études de 5 projets
- . Lancement des appels d'offres pour l'acquisition de conduites et pièces spéciales et matériel de chantier.

- Phase d'Exécution :

L'exécution des travaux débutera prochainement.

2 - 2 Service des Eaux Potables Rurales (Région Sud)

- Projet Tuniso-Allemand :

. Marchés généraux : Les marchés suivants ont été exécutés : conduites en Aciahte ciment ; conduite en fonte, acier galvanisé et pièces spéciales ; pièces spéciales ; acquisition de onze compresseurs ; six camions compresseurs ; six camions de 5 tonnes ; deux peiles chargeuses ; dix groupes moto-pompes ; sondeuses R.B. 40 ; vingt citernes trainées de 3000 litres ; 28 groupes électro-pompes ; 12 voitures Fourgonnettes Renault ; équipement hydromécanique des stations de pompage ; roulottes app-1 d'offre pour l'acquisition des conduites et pièces spéciales, des équipements hydromécaniques des stations de pompage ; affectation de 6 ingénieurs spéciaux allemands pour l'étude et le contrôle de l'exécution des projets d'eau potable du Sud Tunisien.

. Avancement des Projets :

L'année 1983 a été caractérisée par une nette amélioration de la cadence de réalisation des études et travaux. Le projet Tuniso-Allemand (région Sud) intéresse les gouvernorats de Medenine, Gafsa, Sidi Bouzid et Sfax et intéresse 43 Projets.

2 - 3 /Service de l'Infrastructure Rurale

Ce service a accompli les tâches suivantes :

- Construction rurale
- Piste Agricole

Le Programme pour 1984 :

- . Continuation et étude des nouveaux plans et actualisation de leurs devis.
- . Suivi de réalisation des étables des U.C.P.M. dans les gouvernorats de Béja, Bizerte, le Kef et Zaghouan.
- . Participation aux commissions relatives aux projets de crédits et pistes agricoles.
- . Ouvrages d'art d'eau potable.

2 - 4 Service des Associations d'Intérêt Collectif

Ces activités sont :

- Etude, vérification et approbation des budgets annuels des associations.
- Nomination des comités de direction
- Apparition du décret de constitution du G.I.H. de Kébili et fonctionnement des A.I.C.
- Etablissement d'un projet d'arrêté portant approbation de la loi des cadres du G.I.H. de Kébili
- Etablissement d'un projet de décret portant affiliation à la C.N.R.P.S. des personnels du G.I.H. de Gabès.
- Etablissement d'un projet de décret de constitution de l'A.I.C. de Sidi Grar
- Proposition du nouveau projet de décret définissant le mode de constitution et de fonctionnement des associations d'usagers d'intérêt hydraulique.
- Evaluation du projet P.A.M. 2518 dans les A.C.I. relevant des G.I.H. de Kébili et Tozeur.

3/ Sous-Direction de l'Équipement Rural

3 - 1 Service du froid et industries de transformation Agricoles :

Les tâches réalisées se resument ainsi :

- Assistance Technique en matière de froid
- Promotion des industries agricoles et alimentaires
- Formation professionnelle

3 - 2 Service du machinisme agricole

- Etablissement du Plan Directeur de mécanisation agricole.
- Participation à des journées de démonstration
- Projet d'équipement de 80 forages inexploités.
- Participation au dépouillement de commission et aux choix de matériels.
- Participation à des réunions diverses
- Contrôle technique de la S.O.N.A.M.

DIRECTION DES FORETS

DIRECTION DES FORETS

- Le présent tableau récapitulatif des réalisations forestières et de C.E.S. par action a pour objet d'établir le bilan des travaux effectués durant la gestion 1983 par l'ensemble des services techniques de la Direction des Forêts dans le cadre de l'exécution du VI^e plan quinquennal 1982-86 et de constater les écarts entre prévisions et Réalisations.

ANALYSE DES ECARTS CONSTATES /

- Résultats moyens :

Il en découle de ce tableau que les résultats obtenus pour un certain nombre d'actions n'ont pas atteint leur objectif.

Les raisons avancées par certains chefs d'arrondissements forestiers ont été les suivantes :

- Manque de matériel roulant (léger et lourd) chez plusieurs arrondissements. Ce matériel est nécessaire pour le transport des plants et pour le contrôle.
- Pannes fréquentes des véhicules pouvant durer jusqu'à 8 mois, à cause du manque de mécaniciens compétents (voir cas de Béja).
- Insuffisance de l'encadrement
- Main d'œuvre ordinaire âgée ou occupée durant la campagne de plantations par d'autres activités (cueillette des olives, etc...)
- Conditions climatiques défavorables pour certains gouvernorats du Sud (voir Gafsa) auxquelles s'ajoute le manque du moyen d'arrosage
- Procédure d'achat assez longue
- Insuffisance de crédits pour certaines actions
- Les taux de réalisation faible pour certains arrondissements peuvent s'expliquer par les reliquats de 1982 qui viennent s'ajouter et donc alourdir les prévisions 1983.

Résultats bons :

- Certaines actions telles que "sauvegarde des Plantations", lutte

contre l'envahissement des sables (confection et exhaussement de tabias.), créations de Jessours (C.E.S.) en raison de l'importance qu'elles revêtent ont enregistré des dépassements sur les prévisions

I TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS
FORESTIERES ET DE C.E.S. PAR ACTION
DURANT L'ANNEE 1983

NATURE DES ACTIONS	PREVISION	REALISATION	%
- LES ACTIONS FORESTIERES /			
1.1.- Plantations			
- Reboisement	3.687 ha	2610 ha	70
- Fixation des dunes littorales par Plant.	698 ha	409 ha	58,5
- Fixation des dunes continentales par plant.	130 ha	226	88
- Amélioration pastorale	8.006 ha	5353	67
- Création de prairies permanentes	6.705 ha	5118	76
1.2 - Sauvegarde des plantations	4.345 ha	11723 ha	270
1.3.--Protection des Forêts			
- Ouverture de tranchées pare-feu	109 km	188 Km	171
- Entretien de tranchées pare-feu	491 Km	623 km	127
- Lutte contre les parasites	4.988 ha	8083	162
1.4.- Infrastructure routière			
- Ouverture de pistes	410 Km	193	47
- Entretien de pistes	1.205 Km	1167 Km	97
- Empierrement de pistes	93 Km	38	41
1.5.- Lutte contre l'envahissement des sables			
- Confection de tabias	148	184	124
- Rehaussement de tabias	230	254	110

2) LES ACTIONS DE C.E.S. /

2.1.- Travaux de C.E.S.

- Terrassement manuel	7.866	7685	98
- Clivettes individuelles	201	231	115
- Terrassement mécanique	2.533	1923	76
- Sauvegarde des ouvrages	3.283	2865	87

2.2. Création de Jessours

1.312 1635 124,5

2.3. Correction des ravins

5.747 3.205 56

2.4. végétalisation

- bandes enherbées	990	1004	101
- Plantations en courbes de niveau	500	116	23
- Plantation fruitière	1.030	55	5
- Plantation fourrage et pastoral	1.338	1259	94

2.5. Consolidation des ouvrages de C.E.S.

6.594 2301 50

II TABLEAU RECAPITULATIF PAR GROUPE D'ACTION /

1. LES ACTIONS FORESTIERES /

- Les plantations forestières	2.060	14.960	165,8
- Amélioration des parcours	14.711	10.471	71
- Infrastructure routière	1.708	1.398	82
- Lutte contre l'envahissement des sables	378	638	116

2. LES ACTIONS DE C.E.S. /

31.382 23.399 74,5

III SITUATION DES CREDITS D'ENGAGEMENT OUVERT /

(Article 10 forêts - C.E.S.) gestion 93/

1. TOTAL des Crédits ouverts 1983 :	16.788.458/000 D
2. TOTAL des Crédits délégués :	16.629.008/000 D
3. RELIQUAT au 31.12. 83	

= 159.450/000 D

COMMISSARIAT GENERAL A LA PECHE

COMMISSARIAT GENERAL A LA PECHE

A) LA PRODUCTION DE LA PECHE

PRODUCTION COMPAREE 1982 - 1983

La production de la pêche a atteint 67.143 Tonnes pour l'année 1983 contre 62.752 en 1982 réalisant ainsi une augmentation de 4.397 Tonnes soit un taux d'accroissement de 7 %. Cet accroissement a intéressé les divers modes de pêche ainsi que la plupart des régions mais à des taux différents : seule la pêche au feu accuse une baisse notable avec le principal centre Mahdia.

PRODUCTION PAR TYPE DE PECHE :

La pêche côtière a enregistré une production de 29.650 Tonnes en 1983 contre 24.484 Tonnes en 1982 soit une augmentation de 5.166 Tonnes (21,09 %) ; la pêche au chalut a vu sa production passer de 13.533 Tonnes 1982 à 16.078 Tonnes en 1983 réalisant une augmentation de 2.545 Tonnes soit (19,08 %) cette augmentation est due essentiellement à la reprise de la Pêche au chalut pélagique (1.665 Tonnes) et d'une campagne de crevette exceptionnelle (plus que 1.000 Tonnes).

La Pêche au feu a accusé une diminution de 3.345 Tonnes soit (-16,10 %). La production de ce type de pêche est passée de 20.752 Tonnes en 1982 à 17.437 Tonnes en 1983. Cette diminution apparaît surtout au sud et principalement au port de Mahdia.

PRODUCTION PAR GOUVERNORAT :

L'augmentation de la production apparaît au niveau de la majorité des Délégations Régionales de la Pêche. Cette augmentation apparaît surtout dans le Gouvernorat de Sfax qui accuse un accroissement de 3.337 Tonnes provenant essentiellement de la Pêche côtière et de la Pêche au chalut, dans le Gouvernorat de Médenine, 1.019 Tonnes de plus provenant de la Pêche côtière. Le Gouvernorat de Gabès a vu sa production augmenter de 717 Tonnes provenant de tous les types de pêche qui y sont pratiqués.

La production des Gouvernorats de Bizerte et de Jendouba ont respectivement augmenté de 454 Tonnes et de 457 Tonnes, cette augmentation est essentiellement due à la réintroduction de la pêche au chalut pélagique.

Le Gouvernorat de Mahdia a enregistré une baisse de production de 2.046 Tonnes due à une mauvaise campagne de pêche au feu (12.824 Tonnes en 1982 contre 10433 Tonnes 1983). Cette diminution est due à la conjonction de plusieurs facteurs :

Les mauvaises conditions climatiques : en effet le mauvais temps a régné tout au long du mois de Mai, Juin et Juillet.

Le blocage volontaire des apports par les producteurs par peur de l'effondrement des prix faute d'un écoulement assuré à des prix minimaux garantis.

La main d'oeuvre qualifiée qui a fuit le mode de pêche où les salaires sont les plus bas comparés à ceux des autres modes de pêche ou à ceux d'autres secteurs.

Les armateurs à la pêche au feu de moins en moins motivés par une marge bénéficiaire sans commune mesure avec les marges bénéficiaires d'autre pêche (crevette-corail) marge nettement inférieure même comparée à celle des modes de pêche traditionnels (Pêche côtière - Pêche au chalut)

LA PRODUCTION 1983 PAR RAPPORT AUX PREVISIONS DU VI^e PLAN

Le VI^e plan de développement actualisé a prévu une production de 69.000 Tonnes pour 1983 : 67.145 Tonnes ont été réalisées soit un objectif atteint à 97 %.

Pêche Côtière : Le VI^e plan avait prévu une production de 25.500 Tonnes ce mode de Pêche a atteint 29.660 Tonnes soit 16 % de plus que la production prévue.

Pêche au Chalut : Le VI^e plan avait prévu 13.000 Tonnes la production enregistrée est de 15.878 Tonnes. Soit 19 % de plus que ce qui était prévu.

Pêche au feu : Le VI^e plan avait tablé sur une production importante en petits pélagiques 23.000 Tonnes de poisson bleu étaient prévues. Seules 17.437 Tonnes ont été réalisées.

PRODUCTION DE LA PECHE DURANT 1982-1983

GOUVERNORAT	P R O D U C T I O N		E V O L U T I O N	
	1982	1983	EN TONNES	%
BJENDOUBA	901	1358	+ 457	+ 50,72
IBIZERTE	4227	4860	+ 464	+ 13,36
ITUNIS	2480	2544	+ 64	+ 2,58
INABEUL	4019	4064	+ 45	+ 1,11
ISOUSSE	3665	3730	+ 65	+ 1,77
MONASTIR	1904	2066	+ 162	+ 8,50
MANADIA	17263	15237	- 2046	- 11,84
ISFAX	19640	22982	+ 3337	+ 16,98
IGABES	3149	3966	+ 717	+ 22,77
MECHINE	5419	6438	+ 1019	+ 18,80
T O T A L	62752	67145	+ 4393	+ 7,06

PRODUCTION PAR MODE DE PECHE (TONNES)

MODE DE PECHE	P R O D U C T I O N		E V O L U T I O N	
	1982	1983	EN TONNES	%
COTIERE	24494	29650	+ 5156	+ 21,09
{ Senthique	13333	(14713)		
{ Pata		(1665)		
ICHALUT		11878	+ 2545	+ 19,08
IFEU	20782	17437	- 3345	- 16,10
ILACUNATRY	1150	1200	+ 50	+ 4,34
ESPONGE	129	78	- 51	- 39,54
ICOQUILLAGE	1526	1650	+ 24	+ 1,57
ITHON	1316	1320	+ 4	+ 0,30
ICORAIL	25	16	-	-
FLANGOUSTE	16	16	-	-
T O T A L	62752	67145	+ 4393	+ 7,06

B) EXPLOITATION DES PORTS :

Les activités de la Direction d'Exploitation des Ports ont porté sur les actions suivantes :

- Amélioration des Ports
- Suivi des Ports en cours de construction
- Entretien des Ports
- Exploitation
- Froid
- Etudes

- ACTIVITES DE LA DIRECTION D'EXPLOITATION DES PORTS :

1°) Amélioration des Ports :

Cette amélioration a porté sur les actions suivantes :

- Construction d'un appartement à Sidi Rafs
- Construction d'une Halle de marée et d'un complexe frigorifique au Port de Sousse.
- Acquisition de deux fabriques de glace au Port de la Chabba
- Extension des Réseaux électriques, d'assainissement et d'eau potable au Port de Pêche de Sfax.
- Construction d'un Quai à 2,5 m au Port de Pêche de Gabès
- Ouvrages de protection du Port de Pêche de Houmt-Souk
- Acquisition de fabriques mobiles de glace.

Le coût de toutes ces actions dont l'achèvement est prévu en 1984 est évalué à 1.229.444 D.

2°) Suivi des Ports en cours de construction :

- Projet B.I.Z.D.

Les 10 Ports qui sont financés par ce projet sont en majorité à un stade très avancé de réalisation, ils seront achevés en infrastructures et superstructures en 1984.

- F.A.D.E.S.

La construction du Port de Pêche de Bizerte dont le financement est assuré par le F.A.D.E.S. est à un stade avancé : 30 % l'achèvement des travaux est prévu pour mars 1985 avec un coût de 12 millions de dinars.

- Le K.F.H.

Le financement par la K. H. intéresse l'extension des Ports de Mahdia (dont les travaux ont démarré en 1982 et seront achevés en 1985 avec un coût de 8,5 millions de Dinars et de Tabarka (en cours de négociation).